

**13 mai 2024 (mise à jour)**

Langue de l'original : français

## COI FOCUS

# République centrafricaine (RCA)

## Situation sécuritaire à Bangui

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Liste des sigles</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>1. Bref historique</b> .....	<b>7</b>
<b>2. État actuel du conflit</b> .....	<b>9</b>
2.1. Situation sécuritaire .....	9
2.2. Politique et justice .....	10
<b>3. Parties combattantes</b> .....	<b>11</b>
3.1. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) .....	12
3.2. Forces bilatérales .....	13
3.3. Forces armées centrafricaines (FACA) .....	15
3.4. Milices pro-Touadéra .....	15
3.5. Groupes armés non identifiés .....	16
<b>4. Typologie de la violence</b> .....	<b>16</b>
<b>5. Cibles de la violence</b> .....	<b>18</b>
<b>6. Répartition géographique</b> .....	<b>20</b>
<b>7. Déplacements de population</b> .....	<b>22</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne</b> .....	<b>23</b>
8.1. Accès aux soins et à l'éducation .....	23
8.2. Situation alimentaire .....	24
8.3. Services d'état civil .....	25
<b>Résumé</b> .....	<b>27</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>28</b>

## Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AI	Amnesty International
BIR	Bataillon d'intervention rapide
BIT-7	Septième bataillon d'infanterie territoriale
CHUC	Centre hospitalier universitaire communautaire
CNC	Corbeau News Centrafrique
COD-2020	Coalition de l'opposition démocratique
COMUC	Coordination des organisations musulmanes de Centrafrique
CPC	Coalition des patriotes pour le changement
CPS	Cour pénale spéciale
CSU	Centre de santé urbain
DDRR	Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement
FACA	Forces armées centrafricaines
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
FSI	Forces de sécurité intérieure
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IFRI	Institut français des relations internationales
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
ITA	Initiative pour la transformation par l'action
MCU	Mouvement des cœurs unis
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
MSF	Médecins sans frontières
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCRB	Office central pour la répression du banditisme
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PDI	Personne déplacée interne
PK5	Point kilométrique 5
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo

RFI                    Radio France internationale  
RJDH                Réseau des journalistes pour les droits de l’homme  
UNPOL              United Nations Police  
USDOS              United States Department of State

## Introduction

L'objectif du présent rapport consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire à Bangui, capitale de la République centrafricaine (RCA). Il porte en particulier sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 15 mars 2024. Ce rapport est une mise à jour partielle du COI Focus daté du 25 novembre 2021, qui porte sur la situation sécuritaire dans l'ensemble du pays.

Les sources consultées par le Cedoca ne précisent pas toujours, lorsqu'elles évoquent Bangui, si elles désignent la préfecture ou le chef-lieu. Elles n'indiquent parfois pas quel arrondissement de la capitale est concerné et elles divergent sur leur nombre. Depuis décembre 2020, suite à l'adoption d'un projet de loi portant sur les circonscriptions administratives, Bangui est passé de huit à dix arrondissements. D'après certaines sources, les communes de Begoua et de Bimbo, autrefois situées dans la préfecture de l'Ombella-Mpoko, sont respectivement devenues les neuvième et dixième arrondissements de Bangui<sup>1</sup>. La préfecture de Bangui a pour chef-lieu Bangui et compte aussi Bangui-Rapides, Bangui-Fleuve, Bangui-Centre et Bangui-Kagas<sup>2</sup>. Une autre source affirme par contre en janvier 2022, après vérification auprès du ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, que Bangui ne compte que neuf arrondissements, ce neuvième arrondissement étant constitué par les localités de Landja et Mboko<sup>3</sup>. Dans les délais impartis pour cette recherche, le Cedoca n'a pas trouvé de carte de Bangui suffisamment détaillée qui tient compte de ces modifications<sup>4</sup>. Celle qui figure au point 6 ne représente que huit arrondissements.

L'analyse se compose de huit parties. La première décrit brièvement les origines du conflit, la deuxième donne un aperçu de son état actuel. La troisième partie explique quelles sont les parties combattantes présentes à Bangui. Les trois parties suivantes sont respectivement consacrées à la typologie, aux cibles et à la répartition géographique de la violence. Les déplacements de population occasionnés par cette violence font l'objet de la septième partie. La dernière partie examine l'impact de la violence sur la vie quotidienne, en particulier l'accès aux soins, à l'éducation et à l'alimentation, ainsi qu'aux services d'état civil.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques que présente le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) au Conseil de sécurité, les rapports de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales de défense des droits de l'homme telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI). Le Cedoca s'est aussi basé sur des rapports de groupes de réflexion tels que l'International Crisis Group (ICG), qui se consacre à la prévention et à la résolution des conflits armés. Enfin, le Cedoca a consulté la presse locale, comme les sites d'actualités Radio Ndeke Luka et Corbeau News Centrafrique (CNC), ainsi que la presse internationale.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés<sup>5</sup>. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues<sup>6</sup>. Concernant la RCA, il s'agit des sites d'actualités CNC et Radio Ndeke Luka.

<sup>1</sup> CNC, 11/12/2020, [url](#)

<sup>2</sup> Oubangui médias (Ngoulou F.), 11/12/2020, [url](#)

<sup>3</sup> Centrafrique Check, 18/01/2022, [url](#)

<sup>4</sup> FAO, 07/03/2023, [url](#)

<sup>5</sup> ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

<sup>6</sup> ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site web de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)<sup>7</sup>. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données<sup>8</sup>. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs ; examine s'il est question de *civilian targeting* ; donne une description des incidents et de la localisation, ainsi qu'une estimation indicative<sup>9</sup> du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) *battles, explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>10</sup>. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données, selon le Cedoca les chiffres de l'ACLED peuvent uniquement être considérés comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 12 mars 2024, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 29 février 2024.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité en RCA. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier significativement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent COI Focus à jour aussi rapidement que possible.

---

<sup>7</sup> ACLED, 11/2021, [url](#)

<sup>8</sup> ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

<sup>9</sup> « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts »: ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#). L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

<sup>10</sup> L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots, protests* en *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, [url](#)

## 1. Bref historique

En mars 2013, la Seleka s’empare de Bangui et renverse le président de l’époque, François Bozizé<sup>11</sup>. La Seleka, qui signifie « alliance » en langue sango, est constituée de mouvements rebelles du nord du pays, en majorité des musulmans, alors que la RCA est peuplée par 80 % de chrétiens<sup>12</sup>. Michel Djotodia, l’un des leaders des groupes rebelles, devient le premier président musulman, jusqu’à sa démission en janvier 2014<sup>13</sup>.

Lors de sa prise de pouvoir, la Seleka soumet le pays à une violence dirigée principalement contre la communauté chrétienne, tuant des milliers de civils<sup>14</sup>. Des milices chrétiennes d’auto-défense, les anti-balaka (qui signifie « anti-machette » en langue sango), s’organisent et lancent des attaques contre des civils musulmans soupçonnés de soutenir les désormais ex-Seleka, le groupe ayant été dissout en septembre 2013<sup>15</sup>.

En décembre 2013, dans le cadre de l’opération Sangaris autorisée par les Nations unies, des militaires français interviennent sur le terrain, avec pour objectif de sécuriser le pays<sup>16</sup>. En septembre 2014, c’est la MINUSCA qui se déploie en RCA<sup>17</sup>.

Après une période de transition<sup>18</sup>, Faustin Archange Touadéra est élu président de la République en février 2016<sup>19</sup>.

En décembre 2018, la RCA lance le programme de Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR), le quatrième depuis le début des années 2000, les trois premiers ayant échoué<sup>20</sup>. Il sera interrompu à cause des restrictions liées à la pandémie du coronavirus<sup>21</sup>.

En février 2019, le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés ex-Seleka et anti-balaka signent un accord de paix<sup>22</sup>, qui prévoit notamment un gouvernement inclusif<sup>23</sup>. Toutefois, certains chefs de groupes armés nommés à des postes officiels remettent progressivement en cause leur participation au processus de paix et continuent de recruter et de se procurer des armes<sup>24</sup>.

En décembre 2020, plusieurs groupes armés ex-Seleka et anti-balaka forment une nouvelle alliance rebelle, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC)<sup>25</sup>, avec à sa tête l’ancien président François Bozizé<sup>26</sup>. Sa candidature à l’élection présidentielle du 27 décembre de cette même année est invalidée par la Cour constitutionnelle, en raison d’un mandat d’arrêt délivré à son encontre en 2014 et de sanctions onusiennes pesant sur lui<sup>27</sup>.

Lors de l’élection présidentielle du 27 décembre 2020, le président Faustin Archange Touadéra remporte un deuxième mandat avec près de 54 % des voix<sup>28</sup>, alors que la Coalition de l’opposition démocratique (COD-2020) regroupant les plus importants mouvements et figures de l’opposition,

<sup>11</sup> Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

<sup>12</sup> Lumni Enseignement (Gracieux C.), 10/06/2016, [url](#)

<sup>13</sup> Perspective monde, 10/01/2014, [url](#)

<sup>14</sup> AI, 12/02/2014, pp. 5-6, [url](#) ; Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

<sup>15</sup> Lumni Enseignement (Gracieux C.), 10/06/2016, [url](#)

<sup>16</sup> Lumni Enseignement (Gracieux C.), 10/06/2016, [url](#)

<sup>17</sup> Jeune Afrique (Naudé P.-F.), 15/09/2014, [url](#)

<sup>18</sup> L’Express, 20/01/2014, [url](#) ; Lumni Enseignement (Gracieux C.), 10/06/2016, [url](#)

<sup>19</sup> Xinhua, 05/03/2016, [url](#)

<sup>20</sup> RFI, 17/12/2018, [url](#)

<sup>21</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/06/2020, p. 11, [url](#)

<sup>22</sup> RFI, 05/02/2019, [url](#)

<sup>23</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

<sup>24</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 14/12/2019, p. 10, [url](#)

<sup>25</sup> HRW, 23/12/2020, [url](#)

<sup>26</sup> Jeune Afrique (Olivier M.), 18/03/2021, [url](#)

<sup>27</sup> Jeune Afrique (Pabandji P.), 03/12/2020, [url](#)

<sup>28</sup> Jeune Afrique (Olivier M.), 04/01/2021, [url](#)

demande, en vain, l'annulation du scrutin entaché par des irrégularités<sup>29</sup>. En décembre 2020 et en février 2021, le président Faustin Archange Touadéra annule par décret les nominations des chefs de groupes armés membres de la CPC, tous conseillers spéciaux à la primature<sup>30</sup>.

En raison d'attaques menées après les élections par la CPC contre les forces nationales de sécurité et de défense, les organisations non gouvernementales et la MINUSCA, le président déclare le 7 janvier 2021 un couvre-feu national et le 21 janvier 2021, l'état d'urgence<sup>31</sup>. Ce dernier prendra fin début août 2021<sup>32</sup>. L'offensive menée en janvier 2021 par des groupes armés affiliés à la CPC contre les entrées nord et sud-ouest de la capitale est repoussée par la MINUSCA, appuyée par les Forces armées centrafricaines (FACA) et par des centaines de troupes russes (groupe Wagner) et rwandaises nouvellement déployées en décembre 2020 suite à des accords bilatéraux<sup>33</sup>. Ces groupes rentrés « dans leurs fiefs respectifs après leur défaite » sont ensuite pourchassés par les forces régulières et leurs alliés<sup>34</sup>.

Le 15 octobre 2021, le président Touadéra décrète un cessez-le-feu unilatéral de son armée et de ses alliés afin de créer les conditions propices à un dialogue républicain promis après sa réélection<sup>35</sup>. Ce dialogue qui s'ouvre en mars 2022, sur fond de tensions avec plusieurs partis d'opposition<sup>36</sup>, donne lieu à des recommandations<sup>37</sup>.

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui se base sur des sources onusiennes, indique qu'entre janvier et septembre 2022, la situation sécuritaire est globalement restée instable. En raison de pénuries de carburant limitant les opérations des forces régulières et de la MINUSCA, les groupes armés attaquent des zones du pays où l'État et la MINUSCA sont moins présents. L'OFPRA précise que ces groupes armés ont « repris le contrôle de certains sites miniers, commis des exactions contre des civils et imposé des taxes illégales ». La MINUSCA, quant à elle, poursuit ses opérations « dans les zones de tension », en particulier dans le centre et à l'est du pays, et empêche les groupes armés de contrôler d'autres zones à l'ouest<sup>38</sup>.

Pour cette même période, le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 13 octobre 2022 relève que la situation sécuritaire à Bangui est « relativement calme ». Le couvre-feu national est toujours d'application, de minuit à cinq heures du matin<sup>39</sup>. Le rapport mentionne également qu'en raison de rumeurs selon lesquelles des combattants armés se sont infiltrés, les forces de défense et de sécurité nationales et d'autres membres du personnel de sécurité mènent conjointement des opérations de bouclage et de ratissage à Bangui de juin à septembre 2022<sup>40</sup>.

La fondation allemande Bertelsmann Stiftung, qui évalue la transformation politique et économique de pays en transition ou en développement, affirme, pour la période allant du 1<sup>er</sup> février 2021 au 31 janvier 2023, que :

« The authority and control of the state are mainly concentrated in the capital, Bangui, while the government has little power in other parts of the country. The national borders are also largely

<sup>29</sup> Jeune Afrique, 30/12/2020, [url](#) ; AFP via Le Temps, 06/01/2021, [url](#)

<sup>30</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/02/2021, pp. 4-5, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 16/06/2021, p. 4, [url](#)

<sup>31</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/02/2021, pp. 6-7, [url](#)

<sup>32</sup> DW (Koena J.-F.), 09/08/2021, [url](#)

<sup>33</sup> Jeune Afrique, 13/01/2021, [url](#) ; BBC (Faye M.), 13/01/2021, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 16/02/2021, p. 6, [url](#) ; France 24, 25/01/2021, [url](#)

<sup>34</sup> OFPRA, 04/01/2023, p. 5, [url](#)

<sup>35</sup> Le Monde, 15/10/2021, [url](#)

<sup>36</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/06/2022, p. 2, [url](#)

<sup>37</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 13/10/2022, p. 1, [url](#)

<sup>38</sup> OFPRA, 04/01/2023, p. 8, [url](#)

<sup>39</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 13/10/2022, p. 7, [url](#)

<sup>40</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 13/10/2022, p. 7, [url](#)



uncontrolled and vulnerable to entry by armed groups from neighboring countries. As a result, rebel movements and militias have established rule and governance where the state is absent »<sup>41</sup>.

## 2. État actuel du conflit

### 2.1. Situation sécuritaire

D'après la MINUSCA, dans une note d'information du 8 février 2023, les patrouilles de jour et de nuit sont renforcées dans les artères de la capitale Bangui par les états-majors intégrés, la Police des Nations unies (United Nations Police, UNPOL) et les Forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines, ce qui entraîne une diminution des crimes et délits<sup>42</sup>. Selon la MINUSCA, ces patrouilles quotidiennes sont toujours d'actualité en novembre 2023<sup>43</sup>, ainsi qu'en janvier<sup>44</sup> et février 2024<sup>45</sup>.

Le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 15 juin 2023 précise que ces opérations ont lieu pour la plupart dans les quartiers musulmans de la capitale « du fait d'allégations de collusion avec des groupes armés »<sup>46</sup>.

Dans un document publié le 28 mars 2023, l'ICG livre son analyse dix ans après le coup d'État :

« Comme en 2013, les menaces qui pèsent sur le pouvoir de Bangui correspondent aux trois géographies du pays : la résurgence des groupes armés dans l'arrière-pays, la montée des tensions dans la capitale et les pressions venant de l'extérieur. Même si le président Touadéra peut compter sur les Casques bleus de la mission onusienne en RCA, la MINUSCA, ainsi que sur ses alliés bilatéraux russes et rwandais pour sécuriser son pouvoir, les événements récents laissent à penser que la situation est susceptible de basculer rapidement, y compris dans la capitale »<sup>47</sup>.

L'ICG mentionne une attaque du poste douanier de Béloko (préfecture de la Nana-Mambéré, dans le nord-ouest), le 21 janvier 2023, attaque menée par des rebelles de la CPC contre les forces gouvernementales. Beloko est un endroit stratégique pour le ravitaillement de la capitale, car c'est le premier point de contrôle douanier de l'axe commercial entre Bangui et Douala au Cameroun<sup>48</sup>.

D'après l'ICG, la situation à Bangui se fragilise, car les rebelles de la CPC disent avoir infiltré la capitale, ce qui a conduit les FACA à renforcer les opérations de recherche et de fouilles autour de Bangui. L'ICG pointe trois facteurs d'instabilité du pouvoir central dans la capitale, à savoir la dérive autoritaire du gouvernement dans ses tentatives de révision de la Constitution, la crise financière et les divisions au sein des forces de sécurité nationales, consécutives à des nominations sur base ethnique au sein de la garde présidentielle<sup>49</sup>.

Fin juillet 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies reconduit pour un an l'embargo sur les armes, sauf pour les forces de sécurité. Le Conseil se dit préoccupé par le financement et l'approvisionnement des groupes armés par des réseaux de trafiquants et par l'utilisation fréquente d'engins explosifs improvisés et de mines terrestres<sup>50</sup>.

<sup>41</sup> Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#)

<sup>42</sup> MINUSCA, 08/02/2023, [url](#)

<sup>43</sup> MINUSCA, 15/11/2023, [url](#)

<sup>44</sup> MINUSCA, 03/01/2024, [url](#)

<sup>45</sup> MINUSCA, 28/02/2024, [url](#) ; MINUSCA (Nasangwe C.), 11/02/2024, [url](#)

<sup>46</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 15/06/2023, p. 6, [url](#)

<sup>47</sup> ICG (Picco E.), 28/03/2023, [url](#)

<sup>48</sup> ICG (Picco E.), 28/03/2023, [url](#)

<sup>49</sup> ICG (Picco E.), 28/03/2023, [url](#)

<sup>50</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 27/07/2023, [url](#)

Le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 16 octobre 2023 indique que la situation sécuritaire est instable dans tout le pays, en particulier dans l'est, les violations de l'accord politique étant en augmentation. La MINUSCA apporte son aide aux forces de défense et de sécurité dans la protection des civils et de l'intégrité territoriale<sup>51</sup>. A Bangui où un « calme relatif » est constaté, le rapport note une baisse de 18 % des faits de criminalité par rapport à la période précédente. Le couvre-feu ayant été supprimé le 7 juillet 2023<sup>52</sup>, le nombre de « postes mobiles de contrôle de la circulation » est augmenté afin d'empêcher la criminalité. Au cours de cette période, la MINUSCA procède à des opérations de déminage à Bangui ainsi que dans d'autres localités<sup>53</sup>.

Fin octobre 2023, le président Touadéra annonce le désarmement et la démobilisation de 4.884 ex-combattants ; 1.112 d'entre eux ont été intégrés dans les forces de défense et de sécurité dans le cadre du programme de DDRR<sup>54</sup>.

D'après le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 15 février 2024, les groupes armés sont présents le long des frontières nord-est, nord-ouest et sud-est du pays. Les civils et les forces de défense et de sécurité y sont l'objet d'attaques. Le rapport souligne une nouvelle fois le « calme relatif » qui règne à Bangui, en indiquant que :

« Les faits de criminalité enregistrés ont diminué par rapport à la période précédente. La MINUSCA a augmenté les patrouilles nocturnes dans les cinquième et sixième arrondissements de Bangui et a poursuivi ses patrouilles régulières dans toute la capitale afin de prévenir les activités criminelles »<sup>55</sup>.

D'après ce même rapport, la MINUSCA poursuit la mise en œuvre de programmes de lutte contre la violence de proximité « dans les zones touchées par les activités des groupes armés et les violences intercommunautaires », la préfecture de Bangui en faisant notamment partie<sup>56</sup>.

Dans son rapport mondial portant sur l'année 2023 et publié en janvier 2024, HRW souligne une diminution des combats opposant l'armée nationale, ses partenaires russes et rwandais, à la CPC. Toutefois, certains combats ont parfois été « intenses », causant la mort de civils. Bangui n'y est pas mentionné<sup>57</sup>.

## 2.2. Politique et justice

Dans un rapport du 4 avril 2023, HRW affirme que la société civile, les médias et les partis politiques d'opposition, empêchés de manifester, sont réprimés par le gouvernement. Certains sont faussement accusés de collaborer avec les groupes armés<sup>58</sup>. Selon ce rapport, « [l]e gouvernement et ses alliés du parti au pouvoir, le Mouvement cœurs unis (MCU), font aussi pression pour la tenue d'un référendum afin d'amender la constitution, et de permettre au président Touadéra de briguer un troisième mandat en 2025 ». Ces tensions politiques concernant le référendum ont lieu alors que les activités des groupes armés gagnent en intensité dans le nord et dans le sud-est du pays<sup>59</sup>.

Suite au référendum constitutionnel organisé le 30 juillet 2023, sans incident notable et sous haute sécurité<sup>60</sup>, une nouvelle constitution voit le jour le 30 août 2023. Elle fait passer la durée du mandat présidentiel de cinq à sept ans, sans limiter le nombre de mandats successifs, ce que contestent

<sup>51</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/10/2023, p. 6, [url](#)

<sup>52</sup> Ce couvre-feu a été levé à Bangui uniquement. Voir : CNC (Nzilo A.), 10/07/2023, [url](#)

<sup>53</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/10/2023, p. 7, [url](#)

<sup>54</sup> Journal de Bangui (Tahingam P.), 24/10/2023, [url](#)

<sup>55</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 15/02/2024, pp. 4, 6, [url](#)

<sup>56</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 15/02/2024, p. 8, [url](#)

<sup>57</sup> HRW, 11/01/2024, [url](#)

<sup>58</sup> Voir aussi : Jeune Afrique (Mudge L.), 29/07/2023, [url](#)

<sup>59</sup> HRW, 04/04/2023, [url](#)

<sup>60</sup> Voir à ce sujet : Le Monde (Valade C.), 30/07/2023, [url](#)

l'opposition et certains groupes armés<sup>61</sup>. Le référendum est boycotté par les principaux partis d'opposition et organisations de la société civile ainsi que par les groupes armés rebelles<sup>62</sup>.

En matière de lutte contre l'impunité, le ministère de la Justice, les tribunaux, la Cour pénale spéciale (CPS)<sup>63</sup> et les autorités pénitentiaires reçoivent l'appui de la MINUSCA. Le 5 septembre 2023, Abdoulaye Hissène, ancien chef du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), est arrêté à Bangui pour atteinte à la sécurité nationale. Le 16 septembre 2023, c'est au tour d'Edmond Patrick Abrou, un chef anti-balaka, d'être arrêté pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le 21 septembre 2023, 23 accusés, dont l'ancien président François Bozizé, sont condamnés en leur absence à la prison à vie pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État par la création de la Coalition des patriotes pour le changement, collusion, meurtre, rébellion, destruction de biens publics et infractions commises à l'encontre de soldats de la paix à la fin de 2020 et en 2021 »<sup>64</sup>.

S'agissant de la CPS, AI affirme, dans un article du 23 octobre 2023, que si 24 affaires sont à l'instruction, la plupart des personnes appréhendées ne sont pas les commanditaires principaux ; parmi ces derniers, certains circulent librement dans la capitale. Les mandats d'arrêts délivrés par la CPS ne sont pas toujours suivis d'effet<sup>65</sup>.

Le 15 décembre 2023, un député de l'opposition, membre du parti Initiative pour la transformation par l'action (ITA), est arrêté à Bangui, car soupçonné d'avoir voulu faire un coup d'État, ce que dénoncent les opposants qui voient dans cette arrestation la volonté du pouvoir en place de faire taire les voix discordantes<sup>66</sup>.

### 3. Parties combattantes

Ce chapitre décrit les parties combattantes qui sont présentes dans la capitale. Pour plus d'informations au sujet des groupes rebelles actifs dans le reste du pays, il est utile de consulter la version précédente de ce COI Focus datée du 25 novembre 2021<sup>67</sup>.

D'après les données de l'ACLED consultées pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 29 février 2024, les parties combattantes présentes à Bangui et impliquées dans les incidents dont il sera question plus loin (voir point 4.) sont la MINUSCA, le groupe Wagner, les FACA (dont la gendarmerie et l'unité de sécurité présidentielle) et des groupes armés non identifiés<sup>68</sup>. Les autres sources consultées par le Cedoca relèvent également la présence dans la capitale des forces bilatérales rwandaises ainsi que des milices pro-Touadéra.

<sup>61</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/10/2023, pp. 1-2, [url](#). Voir aussi : Jeune Afrique, 31/07/2023, [url](#)

<sup>62</sup> Le Monde, 30/07/2023, [url](#)

<sup>63</sup> Il s'agit d'« un tribunal pour juger les crimes de guerre qui fait partie du système judiciaire national, mais qui dispose d'un personnel national et international et bénéficie d'un important soutien de l'ONU et d'autres formes d'assistance internationale ». Voir : HRW, 11/01/2024, [url](#)

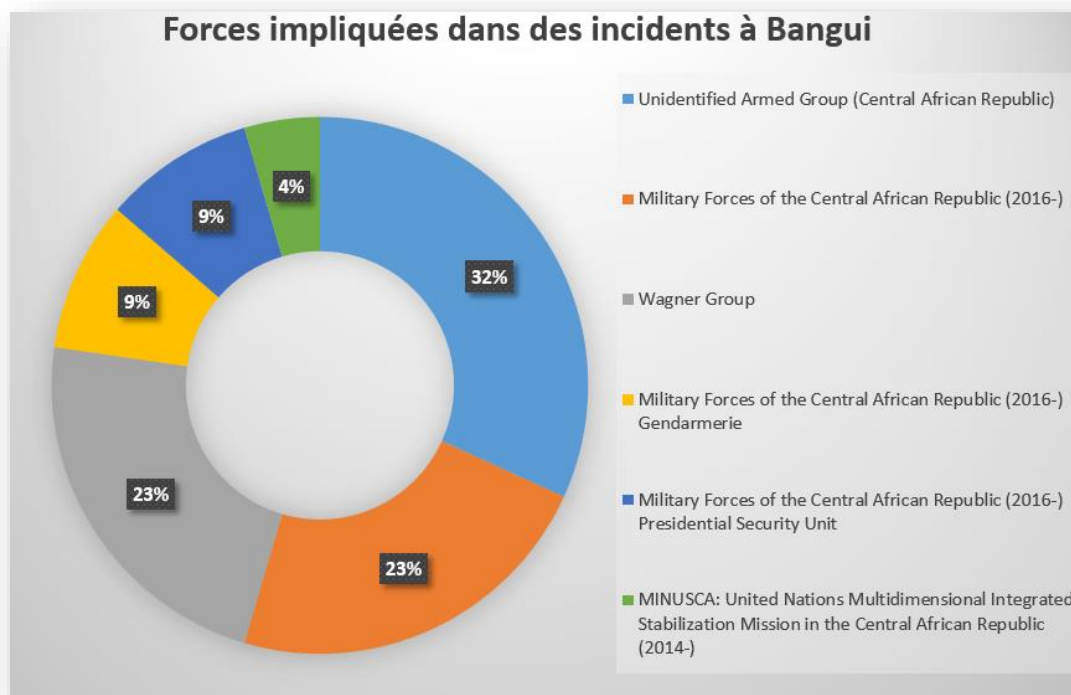
<sup>64</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/10/2023, p. 11, [url](#)

<sup>65</sup> AI (Diarra A., Banens A.), 23/10/2023, [url](#)

<sup>66</sup> Jeune Afrique, 21/12/2023, [url](#). Voir aussi : France 24, 03/02/2024, [url](#)

<sup>67</sup> CGRA, 25/11/2021, [url](#)

<sup>68</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 12/03/2024, [url](#)



Graphique 1 réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 29 février 2024<sup>69</sup>

### 3.1. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA)

La MINUSCA est présente en RCA depuis septembre 2014<sup>70</sup>. En novembre 2023, son mandat a été prolongé par le Conseil de sécurité des Nations unies jusqu'au 15 novembre 2024<sup>71</sup>.

Les tâches prioritaires allouées à la MINUSCA ont été, à cette occasion, revues à la hausse :

« Aux quatre tâches inscrites précédemment, à savoir la Protection des civils ; les Bons offices et appui au processus de paix, y compris à la mise en œuvre du cessez-le-feu et de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) ; l'Aide à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire, la Protection du personnel et des biens des Nations Unies, s'ajoute une cinquième tâche, c'est-à-dire l'Appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des forces de sécurité et au maintien de l'intégrité territoriale »<sup>72</sup>.

Cette nouvelle tâche consiste à apporter une aide technique et logistique au redéploiement progressif des FACA ou des FSI, forces avec lesquelles la MINUSCA mène des opérations conjointes<sup>73</sup>.

En novembre 2023, la MINUSCA comptait comme effectifs plus de 18.000 personnes (dont plus de 17.000 militaires et policiers)<sup>74</sup>.

<sup>69</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 12/03/2024, [url](#)

<sup>70</sup> Jeune Afrique, 15/09/2014, [url](#)

<sup>71</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 15/02/2024, p. 1, [url](#)

<sup>72</sup> MINUSCA, 22/11/2023, [url](#)

<sup>73</sup> MINUSCA, 22/11/2023, [url](#)

<sup>74</sup> United Nations Peacekeeping, 11/04/2024, [url](#)

### 3.2. Forces bilatérales

En décembre 2020, dans le cadre d'accords bilatéraux, la Russie et le Rwanda, l'un des principaux contributeurs de la MINUSCA, ont envoyé des centaines de troupes de renfort en RCA en réaction à l'offensive rebelle<sup>75</sup>.

S'agissant du Rwanda, un rapport de l'ICG du 7 juillet 2023 précise que plus de 2.000 soldats et policiers étaient présents en RCA en 2022. Les Casques bleus rwandais de la MINUSCA sont principalement basés à Bangui, au centre du pays et le long de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC)<sup>76</sup>. A Bangui, les forces rwandaises s'occupent du maintien de l'ordre<sup>77</sup> et de la protection des personnalités politiques importantes dont le président de la République<sup>78</sup>. Ces forces rwandaises bénéficient d'une assez bonne réputation auprès des autorités et de la population, pour avoir aidé à repousser l'offensive de la CPC et ouvert la route Bangui-Beloko, principale voie reliant la capitale au Cameroun<sup>79</sup>. En mai 2022, le Rwanda a ouvert une ambassade à Bangui, dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays<sup>80</sup>.

Dans un article de Jeune Afrique du 18 décembre 2023, le porte-parole du contingent bilatéral rwandais s'explique :

« 'Nous avons repoussé les rebelles avec succès', se félicite Ronald Rwivanga, qui assure qu'aujourd'hui, dans le pays, la situation est 'relativement calme', en dehors de zones situées à la frontière avec le Cameroun et le Soudan, que sécurisent l'ONU ou les Russes. 'Nous protégeons le président, la ville de Bangui et quelques sites autour de la capitale, tels que les maisons [du chef de l'État], à Damara [à 70 km de Bangui] »<sup>81</sup>.

Depuis 2018, le groupe Wagner, une société privée russe de sécurité militaire, est présent en RCA. HRW a, dans son rapport du 4 avril 2023, documenté des exactions commises sur des civils par les forces russes depuis 2019<sup>82</sup>. L'expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Centrafrique a relevé, au terme d'une mission dans le pays en février 2023, que les paramilitaires russes ont également soumis à des exactions des représentants des autorités locales centrafricaines (maires, préfets, commissaires de police, gendarmes) et des membres des FACA<sup>83</sup>.

Dans son rapport mondial publié en 2024, HRW affirme que la mort en juillet 2023 d'Evgueni Prigojine, qui était à la tête des mercenaires russes, n'a pas eu d'incidence sur la présence de Wagner en RCA<sup>84</sup>. Ce groupe, qui a participé à des combats et qui a commis de graves atteintes aux droits humains, a toujours la mainmise sur des mines à l'extérieur de Bangui ainsi que sur certains points de contrôle routiers, ce qui complique les déplacements hors de la capitale<sup>85</sup>.

En juin 2023, The Sentry<sup>86</sup> a publié les résultats d'une enquête menée sur le groupe Wagner, officiellement composé d'instructeurs militaires non armés, alors que les preuves montrent qu'il s'agit

<sup>75</sup> DW, 15/01/2021, [url](#) ; VOA (Talani N.), AFP, 21/12/2020, [url](#)

<sup>76</sup> HRW indique, dans son rapport d'avril 2023, que les troupes rwandaises doivent en vertu de l'accord bilatéral être basées dans la capitale, mais qu'elles ont été aperçues aussi en dehors de Bangui. Voir : HRW, 04/04/2023, [url](#)

<sup>77</sup> ICG, 07/07/2023, p. 21, [url](#)

<sup>78</sup> ICG, 07/07/2023, pp. 4-5, [url](#)

<sup>79</sup> ICG, 07/07/2023, pp. 6-7, [url](#)

<sup>80</sup> ICG, 07/07/2023, p. 3, [url](#)

<sup>81</sup> Jeune Afrique (Monteau F.), 18/12/2023, [url](#)

<sup>82</sup> HRW, 04/04/2023, [url](#)

<sup>83</sup> RFI, 21/02/2023, [url](#)

<sup>84</sup> Voir aussi : The New Humanitarian (Lechner J., Ingasso V.), 07/09/2023, [url](#)

<sup>85</sup> HRW, 11/01/2024, [url](#)

<sup>86</sup> «The Sentry is an investigative and policy organization that seeks to disable multinational predatory networks that benefit from violent conflict, repression, and kleptocracy ». Voir : The Sentry, 2024, [url](#)

d'un groupe paramilitaire ayant activement participé à des combats sur le terrain et utilisant des mines terrestres<sup>87</sup>. The Sentry affirme que :

« Afin d'«anéantir» leurs ennemis, le Groupe Wagner, M. Touadéra et son entourage ont levé une armée parallèle, contrôlée et privatisée pour servir leurs propres intérêts. Au cours des deux dernières années, le Groupe Wagner a renforcé la formation et la fourniture d'équipement à une douzaine d'unités militaires — dont la plupart ont été créées après janvier 2021, et dont bon nombre des soldats nouvellement incorporés sont membres de la communauté ethnique de M. Touadéra — et de miliciens déployés comme proxys dans les opérations militaires. Bien que l'entourage proche de M. Touadéra conserve le contrôle des opérations dans la capitale du pays, Bangui, le Groupe Wagner a réussi à établir le contrôle militaire des opérations à l'extérieur de Bangui avec comme devise de ne 'laisser aucune trace' — en d'autres termes, tuer tout le monde, y compris les femmes et les enfants »<sup>88</sup>.

Le rapport de l'ICG du 7 juillet 2023 évoque des tensions entre Rwandais et Russes :

« Kigali entretient de bonnes relations diplomatiques avec Moscou, mais se méfie de Wagner, qu'il soupçonne de financer la propagande anti rwandaise qui apparaît aujourd'hui dans les médias centrafricains et les réseaux sociaux. Alors même que ses troupes ont combattu aux côtés des paramilitaires russes en 2021, le Rwanda s'efforce aujourd'hui de se distancer des mercenaires de Wagner, qui ont été impliqués dans de graves cas de maltraitements, tels que des violences sexuelles, à l'encontre de femmes, d'hommes et de jeunes femmes, ainsi que des tortures et des exécutions sommaires. Dans le cadre de la contre-offensive contre les rebelles, Kigali a demandé aux autorités centrafricaines de séparer les zones d'opération de Wagner et du Rwanda »<sup>89</sup>.

Le Crisis Watch de l'ICG de février 2024 mentionne par ailleurs une lutte d'influence entre les États-Unis et la Russie. L'annonce des opérations de la société de sécurité privée américaine Bancroft<sup>90</sup> en RCA a donné un nouvel élan au soutien militaire de la Russie au président Touadéra. Le gouvernement russe a livré fin janvier 2024 sept avions de combat aux forces de sécurité nationales de la RCA, et le conseiller présidentiel Pascal Bida Koyagbé a confirmé en février 2024 l'ouverture d'une base militaire russe à Berengo (préfecture de Lobaye), où le groupe Wagner exploite déjà un camp d'entraînement pour l'armée centrafricaine ; la base pourrait accueillir jusqu'à 10.000 soldats<sup>91</sup>.

D'après un article de Radio France internationale (RFI) du 24 décembre 2023, le partenariat sécuritaire avec les États-Unis a été confirmé par les autorités centrafricaines, avec pour objectif la formation des forces armées. RFI indique que les hommes de Bancroft sont alors en train de s'installer à Bangui<sup>92</sup>. Selon le site d'informations CNC, ce déploiement n'était pas encore effectif à Bangui deux mois plus tard, seuls quelques membres étant présents. Le groupe Wagner tente par tous les moyens d'empêcher ce déploiement, avec pour conséquence « une escalade des tensions, avec des implications diplomatiques et sécuritaires majeures. Les relations entre la Russie et les États-Unis, ainsi que la stabilité régionale, sont menacées par ce bras de fer à Bangui »<sup>93</sup>.

<sup>87</sup> The Sentry, 06/2023, p. 7, [url](#)

<sup>88</sup> The Sentry, 06/2023, pp. 3, 9, 11, [url](#)

<sup>89</sup> ICG, 07/07/2023, p. 16, [url](#)

<sup>90</sup> D'après RFI, « fin septembre [2023], une délégation de la compagnie américaine de sécurité privée Bancroft a été reçue à la présidence, ce qui a conduit par la suite les canaux de communication du groupe Wagner à évoquer la venue 'en novembre' à Bangui 'd'agents de la CIA', des affirmations partagées via les réseaux sociaux par des cadres du pouvoir centrafricain. L'ambassadrice américaine à Bangui a régulièrement rencontré Faustin-Archange Touadéra. La dernière fois, le 6 novembre [2023], pour un 'échange sur le renforcement de la coopération bilatérale et l'importance du système démocratique', selon le communiqué officiel ». Voir : RFI, 01/12/2023, [url](#)

<sup>91</sup> ICG, 02/2024, [url](#)

<sup>92</sup> RFI, 24/12/2023, [url](#)

<sup>93</sup> CNC, 22/02/2024, [url](#)

### 3.3. Forces armées centrafricaines (FACA)

D'après la fondation Bertelsmann Stiftung, les FACA ont toujours été faibles et confrontées à des défis importants concernant les ressources, le capital humain et la logistique. Elles dépendent fortement d'un soutien extérieur pour leur financement, le matériel et la formation<sup>94</sup>.

The Sentry indique dans son rapport de juin 2023 que la plupart des unités des FACA opèrent sous le commandement du groupe Wagner, avec l'accord de l'entourage proche du président qui bénéficie de la protection du groupe. D'après certaines sources militaires interrogées par The Sentry, et comme évoqué ci-dessus, les opérations menées à Bangui sont contrôlées par la présidence alors que celles menées en dehors de la capitale sont totalement dirigées par le groupe Wagner<sup>95</sup>.

The Sentry affirme également que les membres de la garde présidentielle sont recrutés selon « une procédure discrète, et non ouverte » qui s'adresse à des jeunes provenant du quartier du Président, Boy-Rabe, situé dans le quatrième arrondissement de la capitale, des fidèles de son église baptiste de Ngoubagara, des membres de son ethnie Mbaka-Mandja ainsi que des anti-balaka<sup>96</sup>.

The Sentry estime les effectifs de la FACA entre 9.000 et 15.000 soldats. Au moins six nouvelles unités dont les membres sont formés par le groupe Wagner ont vu le jour<sup>97</sup>.

France 24 explique dans un reportage du 5 décembre 2023 qu'une première promotion de 112 nouvelles recrues, formées par l'armée rwandaise dans le cadre de l'accord bilatéral, ont intégré les FACA<sup>98</sup>.

D'après le Crisis Watch de l'ICG de février 2024, le président Touadéra a inauguré le 7 février 2024 le nouveau Bataillon d'intervention rapide (BIR) de l'armée nationale, formé à Bangui par les troupes bilatérales rwandaises. Le commandant du BIR ainsi que la plupart des soldats du bataillon appartiennent à l'ethnie Mbaka-Mandja du président Touadéra. L'ICG indique que le BIR fait penser à l'Escadron blindé autonome créé par le président André Kolingba dans les années 1980, qui est devenu par la suite une brigade de répression ethnique<sup>99</sup>.

### 3.4. Milices pro-Touadéra

Le rapport de HRW du 4 avril 2023 indique que deux associations de jeunes pro-MCU, Les Requins et Galaxie nationale, ont menacé, en ligne ou en rue, les opposants au référendum constitutionnel. Galaxie nationale aurait reçu une aide financière de la part de Wagner. Les Requins, groupe créé en 2019, collabore avec la garde présidentielle et est impliqué « dans des opérations de sécurité extrajudiciaires ». Au sujet de Galaxie nationale, HRW affirme ceci :

« En juillet 2022, cette organisation a publié un communiqué annonçant l'opération Barberousse et recommandant que ses partisans utilisent des machettes, des gourdins et des couteaux pour capturer vivants des individus ciblés. Les cibles de l'opération Barberousse comprenaient des dirigeants de groupes armés et des politiciens d'opposition. [...] En septembre 2022, Galaxie Nationale a publié une déclaration dans laquelle elle appelait à l'arrestation de plusieurs opposants politiques, en fournissant l'adresse de leur domicile. Galaxie Nationale a été suspendue officiellement par un décret du gouvernement, mais elle continue de publier régulièrement des communiqués, dont certains contiennent des menaces à l'encontre d'organisations ou d'individus, sur sa page Facebook »<sup>100</sup>.

<sup>94</sup> Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#)

<sup>95</sup> The Sentry, 06/2023, p. 13, [url](#)

<sup>96</sup> The Sentry, 06/2023, p. 26, [url](#)

<sup>97</sup> The Sentry, 06/2023, p. 42, [url](#)

<sup>98</sup> France 24 (Dumay C.), 05/12/2023, [url](#)

<sup>99</sup> ICG, 02/2024, [url](#)

<sup>100</sup> HRW, 04/04/2023, [url](#)

HRW ajoute que ces actes d'incitation à la haine ont lieu en toute impunité. Un opposant politique interrogé par HRW affirme que pour ces milices, les opposants ont des liens avec la CPC et doivent donc être éliminés. Un autre témoin interrogé par HRW affirme qu'« [a]ctuellement, les Requins font des rondes de nuit dans le cadre de leur 'Opération Hibou'. C'est comme cela qu'ils viennent dans les quartiers la nuit et qu'ils emmènent des gens. Cela continue encore aujourd'hui »<sup>101</sup>.

### 3.5. Groupes armés non identifiés

Dans une publication d'avril 2020 portant sur les groupes armés en Centrafrique, Thierry Vircoulon, chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (IFRI), fournit quelques explications sur la présence à Bangui d'ex-Seleka, dans le quartier Point kilométrique 5 (PK5)<sup>102</sup> :

« Si la Seleka a quitté Bangui fin 2013-début 2014 sous la pression de l'armée française, elle a maintenu jusqu'à présent des combattants dans le principal quartier commercial appelé PK5, ce qui suscite des épisodes de tensions et de violences. Ces groupes armés empêchent les forces de sécurité intérieures (police et gendarmerie désignées par l'acronyme FSI) de reprendre pied dans le poumon économique de Bangui. Les groupes armés qui occupent le PK5 depuis 2014 défendent avant tout une position économique. S'ils s'accrochent avec tant d'opiniâtreté au PK5, ce n'est pas pour défendre les musulmans de Bangui comme ils le disent mais pour défendre leur contrôle de l'économie locale. En effet, bien que les leaders de l'ex-Seleka vivent dans le nord du pays depuis leur départ forcé de Bangui, certains d'entre eux ont encore des intérêts financiers au PK5. De nombreuses communautés musulmanes se répartissent ce marché sur la base d'une spécialisation par métiers. Ce marché est au cœur d'une lutte entre le gouvernement qui veut y étendre son 'contrôle' et les commerçants musulmans qui craignent que ce contrôle ne nuise à leurs intérêts. Pris entre le marteau et l'enclume des groupes armés et des FSI, les commerçants préfèrent ce qu'ils considèrent comme un moindre mal : le racket des groupes armés musulmans »<sup>103</sup>.

Dans les délais impartis pour cette recherche, le Cedoca n'a pas trouvé d'informations sur les groupes armés non identifiés présents à Bangui.

## 4. Typologie de la violence

Le dernier rapport mensuel publié par la MINUSCA sur la situation des droits de l'homme concerne juillet 2023. La MINUSCA relève pour tout le pays 166 violations et atteintes des droits de l'homme ainsi que des violations du droit international humanitaire touchant 233 victimes, ce qui constitue une diminution de 35 % du nombre de violations et de 52 % du nombre de victimes par rapport à juin 2023. La MINUSCA précise qu'« [e]n termes de victimes, la préfecture de l'Ouham-Pendé a été la deuxième plus touchée (12 violations affectant 25 victimes), suivie par la préfecture de l'Ombella M'Poko (y compris Bangui) (six violations affectant 23 victimes) »<sup>104</sup>.

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 29 février 2024, l'ACLED a recensé 22 incidents à Bangui. Sur ce nombre, l'ACLED classe un incident (survenu en 2023) comme *battles*, un autre (également survenu en 2023) comme *explosions/remote violence* et vingt (quinze en 2023 et cinq en 2024) comme *violence against civilians*. Les neuf morts mentionnés par l'ACLED au cours de cette période ont eu lieu dans cette dernière catégorie d'incidents.

<sup>101</sup> HRW, 04/04/2023, [url](#)

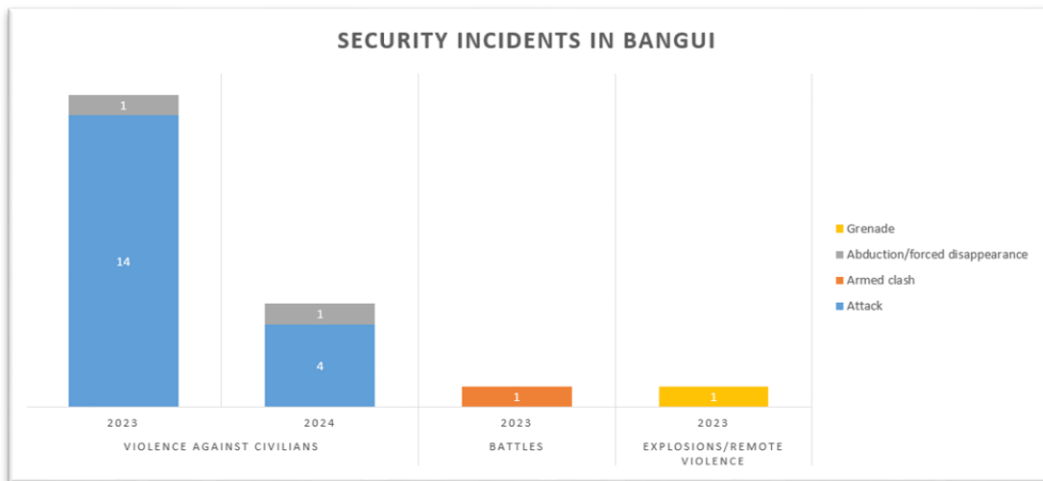
<sup>102</sup> Ce quartier est aussi appelé KM5.

<sup>103</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, p. 21, [url](#)

<sup>104</sup> MINUSCA, 07/2023, pp. 1-2, [url](#)



Cette même catégorie *violence against civilians* comprend dix-huit *attack* et deux *abduction/forced disappearance*. L'ACLED recense un cas de *armed clash* dans la catégorie *battles* et enfin, un cas de *grenade* dans la catégorie *explosions/remote violence*.



Graphique 2 réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 29 février 2024<sup>105</sup>

Pour cette même période, l'ACLED a comptabilisé pour le reste du pays 148 incidents comme *violence against civilians*, 156 *battles* et 21 *explosions/remote violence*. 633 personnes sont décédées au cours de ces événements<sup>106</sup>.

Parmi les incidents classés comme *attack*, l'ACLED relève notamment, sur base d'une information du CNC, que le 21 mai 2023 un groupe armé non identifié suspecté de faire partie d'une milice pro-Touadéra, Les Requins, a tué, dans le troisième arrondissement de Bangui, un jeune homme, commerçant au marché PK5<sup>107</sup>. Le 11 juin 2023, des éléments de la garde présidentielle ont attaqué un civil suspecté de travailler pour la CPC, à l'entrée de Bangui, au PK24. Il a été sérieusement blessé durant les faits<sup>108</sup>. Le 14 février 2024, des Casques bleus sénégalais de la MINUSCA ont frappé un jeune détenu à la prison du camp de Roux à Bangui<sup>109</sup>.

A titre d'exemple d'*abduction/forced disappearance*, dans la nuit du 16 février 2024, le site d'informations CNC rapporte l'enlèvement de dix élèves peul, dans le quartier Sara de Bangui, par des membres du septième bataillon d'infanterie territoriale (BIT-7) des FACA<sup>110</sup>. D'autres enlèvements de civils par les mercenaires de Wagner, en complicité avec des policiers de l'Office central pour la répression du banditisme (OCRB), sont signalés par la source dans le quartier PK5 de Bangui<sup>111</sup>.

S'agissant de l'incident répertorié comme *armed clash*, l'ACLED fait référence à des faits survenus dans le premier arrondissement de Bangui vers le 20 décembre 2023, faits au cours desquels des soldats des FACA ont frappé et torturé publiquement deux autres membres des FACA accusés de vol d'armes et de munitions. La source CNC à laquelle l'ACLED fait référence ne mentionne pas le lieu où les faits se sont déroulés<sup>112</sup>.

<sup>105</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 12/03/2024, [url](#)

<sup>106</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 12/03/2024, [url](#)

<sup>107</sup> CNC (Nzilo A.), 22/05/2023, [url](#)

<sup>108</sup> Radio Ndeke Luka, 15/06/2023, [url](#)

<sup>109</sup> CNC (Mbata A.), 18/02/2024, [url](#)

<sup>110</sup> CNC (Nzilo A.), 16/02/2024, [url](#)

<sup>111</sup> CNC (Nzilo A.), 07/02/2024, [url](#)

<sup>112</sup> CNC (Nzilo A.), 20/12/2023, [url](#)

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), dans son rapport de situation du 6 mars 2024, indique que les mines et autres engins explosifs causent depuis avril 2021 de plus en plus d'accidents dont les civils sont les principales victimes, en particulier dans l'ouest du pays. L'OCHA ne fait pas mention de Bangui<sup>113</sup>. L'ACLED recense toutefois le 3 février 2023, sur base d'une information délivrée par la Radio Ndeke Luka, le lancer de grenades par un groupe armé non identifié sur la station-service Total de Petevo dans le sixième arrondissement de Bangui. Aucune personne n'est décédée lors de cet événement<sup>114</sup>.

## 5. Cibles de la violence

Dans son rapport de juin 2023, The Sentry fait référence à une étude selon laquelle 5,6 % de la population en Centrafrique est décédée en 2022, soit plus du double de ce qui est estimé pour tous les autres pays du monde. Les exactions commises par le groupe Wagner ont aggravé la crise humanitaire que connaît le pays<sup>115</sup>.

Comme précisé plus haut, l'ACLED a recensé neuf morts à Bangui dans des incidents du type *violence against civilians*. Ces neuf morts ont eu lieu en 2023, aucun n'est répertorié pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 29 février 2024<sup>116</sup>.

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé<sup>117</sup>.

Le rapport du 16 octobre 2023 du Secrétaire général des Nations unies livre la carte suivante concernant les zones où la protection des civils est menacée au 1<sup>er</sup> octobre 2023. Bangui figure parmi les zones à priorité moyenne, c'est-à-dire que les menaces nécessitent « une intervention énergique en prévention de l'escalade »<sup>118</sup>.

<sup>113</sup> OCHA, 06/03/2024, [url](#)

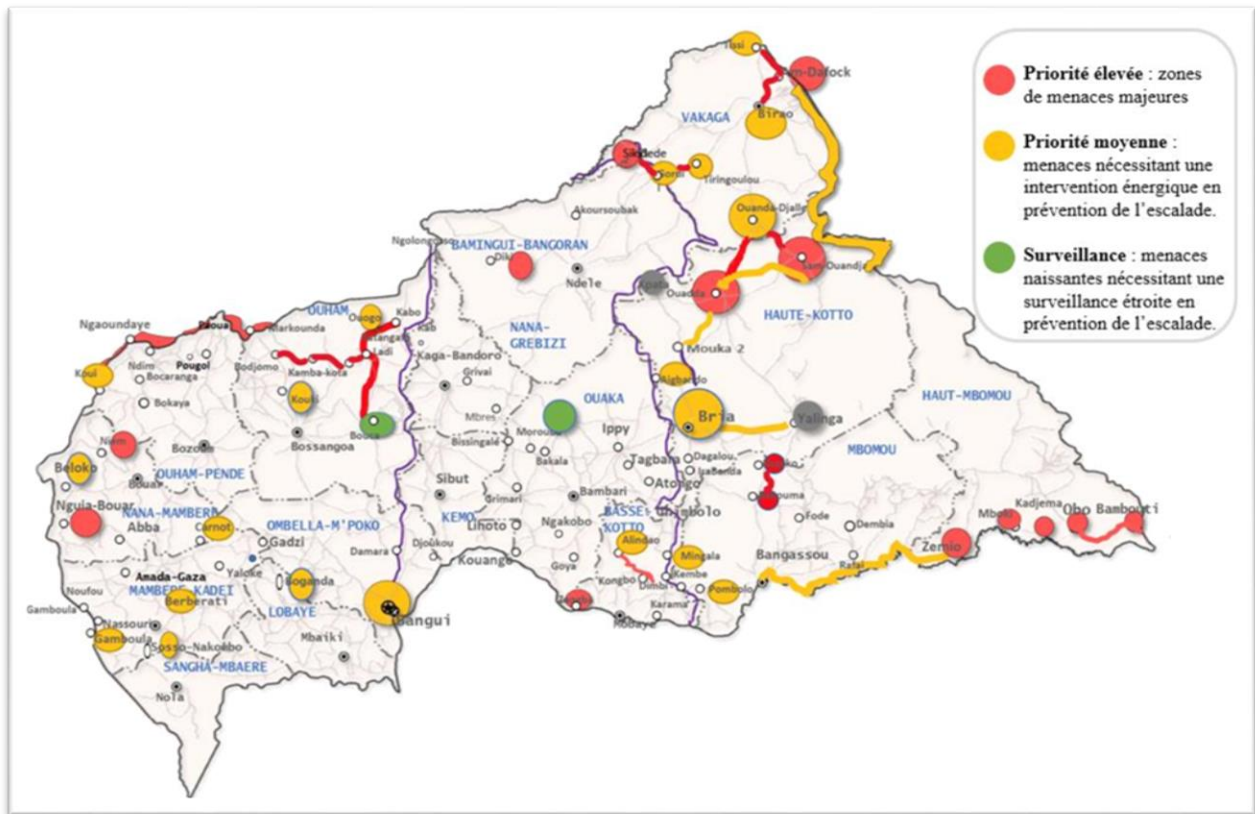
<sup>114</sup> Radio Ndeke Luka, 06/02/2023, [url](#)

<sup>115</sup> The Sentry, 06/2023, p. 3, [url](#)

<sup>116</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 12/03/2024, [url](#)

<sup>117</sup> ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

<sup>118</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/10/2023, p. 21, [url](#)



Zones où la protection des civils est menacée au 1<sup>er</sup> octobre 2023<sup>119</sup>

D'après le rapport mondial de 2024 de HRW, entre janvier et août 2023, 123 incidents (allant du harcèlement aux enlèvements) impliquant des travailleurs humanitaires ont été relevés, confirmant ainsi que la RCA continue d'être un pays à haut risque pour ces derniers<sup>120</sup>. L'OCHA, dans son rapport de situation du 6 mars 2024, indique que les incidents impliquant des travailleurs humanitaires, entre janvier et décembre 2023, sont au nombre de 24 pour la sous-préfecture de Bangui, sur un total de 169 pour tout le pays<sup>121</sup>.

Le rapport mensuel de juillet 2023 de la MINUSCA dont il est question plus haut relève pour Bangui un cas de violation des droits de l'enfant, sans autre précision, et un cas de viol sur une fille de neuf ans par un membre des FACA<sup>122</sup>.

Dans son rapport du 15 juin 2023, le Secrétaire général des Nations unies explique que les communautés musulmanes et peules, notamment à Bangui, sont particulièrement touchées par des arrestations et détentions arbitraires commises par les forces de défense et de sécurité nationales, lors des opérations militaires et de fouilles ayant lieu dans les quartiers habités par ces communautés<sup>123</sup>. Le rapport mensuel de juillet 2023 de la MINUSCA attribue principalement le nombre élevé de victimes à Bangui aux arrestations et détentions arbitraires<sup>124</sup>.

<sup>119</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 16/10/2023, p. 21, [url](#)

<sup>120</sup> HRW, 11/01/2024, [url](#)

<sup>121</sup> OCHA, 06/03/2024, [url](#)

<sup>122</sup> MINUSCA, 07/2023, pp. 7-8, [url](#)

<sup>123</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 15/06/2023, pp. 10-11, [url](#)

<sup>124</sup> MINUSCA, 07/2023, p. 4, [url](#)



quartier ses services publics. Aujourd'hui, on note la présence des forces de l'ordre et des casques bleus de la Minusca »<sup>129</sup>.

Le 7 décembre 2023, un reportage de la Radio Ndeke Luka va dans le même sens et indique que les quartiers Yakité et Sara, situés dans le troisième arrondissement, non loin du PK5, ont retrouvé la paix et la cohésion sociale<sup>130</sup>. Un rapport de l'OFpra, publié en septembre 2023 et qui porte sur la situation de la communauté musulmane de Bangui depuis 2021, explique que les musulmans et les chrétiens ont peu à peu reconstruit leurs liens, et qu'ils cohabitent pacifiquement au PK5 mais aussi ailleurs à Bangui<sup>131</sup>.

En mai 2023, les commerçants du quartier PK5 ont pris la décision de fermer leurs boutiques, afin de protester contre le racket, les violences et les enlèvements commis par les forces de Wagner<sup>132</sup>.

Le site d'informations en ligne CNC affirme le 17 janvier 2024, à propos de la tentative d'enlèvement d'un commerçant, qu'il ne s'agit pas d'un acte isolé, mais qu'« [i]l s'inscrit dans une série de tactiques d'intimidation et de racket que les mercenaires de Wagner pratiquent régulièrement dans les villes de province, où ils agissent avec impunité. À Bangui, cependant, ils opèrent plus discrètement la nuit, craignant l'attention médiatique »<sup>133</sup>.

Le 27 janvier 2024, CNC explique la situation :

« Dans les rues jadis animées du quartier KM5, résonnent désormais les cris de détresse et le bruit sourd des armes à feu. Ce qui était autrefois un foyer de vie et de communauté est devenu le théâtre d'une violence incontrôlée, où chaque coin de rue cache une menace mortelle. La situation n'est pas isolée à un seul quartier, mais embrase l'ensemble du territoire du KM5, plongeant ses habitants dans un abîme d'angoisse et de désespoir.

Les mercenaires de Wagner, les forces armées centrafricaines, les criminels endurcis et les anciens miliciens autodéfenseurs règnent en maîtres, imposant leur loi brutale aux innocents. Chaque jour apporte son lot de drames humains, chaque nuit est marquée par le sang et les larmes »<sup>134</sup>.

Le 20 février 2024, CNC rapporte qu'au sein de ce quartier, « la vie quotidienne est marquée par les confrontations brutales et sporadiques entre les forces de l'ordre, les anciens miliciens locaux et les criminels impitoyables comme ceux du groupe Wagner ». Les anciens miliciens d'auto-défense commettent des actes criminels, ce qui plonge les habitants dans un climat d'insécurité<sup>135</sup>.

Chargées précisément de restaurer le calme dans le quartier, les FACA, arrivées en force, augmentent l'insécurité, selon les affirmations du CNC en mars 2024. Les FACA sont en effet accusées de commettre des exactions :

« Par exemple, à Gbayadombia, des dizaines de soldats FACA ont été basés à proximité de l'église baptiste. Malheureusement, leur présence a exacerbé l'insécurité des riverains. Ils ont mis aussitôt un système en place pour terroriser la population. Les personnes aux cheveux légèrement plus longs sont régulièrement accostées, rasées de force et soumises à des agressions physiques de la part de ces soldats. Il est choquant de constater que de tels incidents sont devenus quotidiens dans ce secteur. Ceux qui résistent ou manifestent leur désaccord sont sévèrement battus, comme en témoigne l'agression mardi dernier d'un père de famille. Refusant d'obtempérer aux exigences des soldats de se raser les cheveux, il a été brutalement battu, le laissant avec des blessures et des

<sup>129</sup> RFI, 03/12/2023, [url](#)

<sup>130</sup> Radio Ndeke Luka, 07/12/2023, [url](#)

<sup>131</sup> OFpra, 26/09/2023, [url](#)

<sup>132</sup> DW (Koena J.-F.), 12/05/2023, [url](#) ; MINUSCA, 04-06/2023, p. 4, [url](#)

<sup>133</sup> CNC (Nzilo A.), 17/01/2024, [url](#)

<sup>134</sup> CNC (Nzilo A.), 27/01/2024, [url](#)

<sup>135</sup> CNC, 20/02/2024, [url](#)

cheveux ébouriffés. Malheureusement, des incidents similaires ont été signalés par heure et par jour dans ce secteur du KM5.

En plus des coupes de cheveux forcées, les soldats FACA s'adonnent le titre des policiers et gendarmes pour contrôler les pièces d'identité, exigeant des passants qu'ils présentent leur document officiel. Le fait de ne pas présenter une pièce d'identité appropriée entraîne de l'extorsion, les personnes étant contraintes de payer des amendes pour éviter d'autres harcèlements »<sup>136</sup>.

CNC signale le 13 mars 2024 l'assassinat quelques jours auparavant d'un civil par les FACA dans le quartier de Kpéténé 1, près du carrefour KM5. CNC précise que :

« Cette violence gratuite et excessive n'est malheureusement pas un cas isolé dans ce quartier populaire de la capitale Bangui. Des témoignages d'habitants attestent des exactions répétées commises par les soldats de l'armée nationale, allant des fouilles arbitraires à la brutalité physique, et maintenant au meurtre. Ces actions ont instillé la terreur parmi les habitants, qui vivent dans la peur constante d'être les prochaines victimes de cette force militaire nuisible »<sup>137</sup>.

## 7. Déplacements de population

HRW explique dans son rapport de 2024 qu'en septembre 2023, plus de 1,2 million de personnes se sont déplacées soit dans les pays voisins (746.000), soit à l'intérieur de la RCA (486.000). Les conditions de vie de ces personnes déplacées internes (PDI) et de ces réfugiés, qui vivent en majorité dans des camps, sont difficiles. Les attaques contre les travailleurs humanitaires et l'insécurité générale dans le pays ont fortement compliqué l'assistance aux PDI<sup>138</sup>.

Dans son rapport de situation du 6 mars 2024, l'OCHA indique ceci :

« Au 31 janvier 2024, le nombre total de personnes déplacées internes (PDI) en RCA est estimé à 522 231 individus composés respectivement de :

- 109 392 personnes dans les sites [d'accueil] soit 21% du total ;
- 412 839 personnes dans les familles d'accueil soit 79% du total.

Cela représente une augmentation de 10 428 PDI (2%) du volume global de déplacement par rapport au mois de décembre 2023 où le nombre de PDI était estimé à 511 803 personnes.

Les nouveaux déplacements ont été rapportés dans les préfectures de la Haute-Kotto, de l'Ouham Pendé et de la Ouaka particulièrement affectées par les violences des hommes en armes et les affrontements entre les forces armées centrafricaines (FACA) et les groupes armés.

Par ailleurs, les retours spontanés rapportés en janvier 2024 sont dus à l'amélioration de la situation sécuritaire dans les villages et quartiers de provenance. Les retours les plus significatifs ont été rapportés dans les préfectures de la Haute-Kotto et Mbomou »<sup>139</sup>.

Pour la sous-préfecture de Bangui, l'OCHA relève plus de 25.000 PDI et plus de 15.000 personnes rentrées chez elles (entre février 2023 et janvier 2024)<sup>140</sup>.

<sup>136</sup> CNC, 12/03/2024, [url](#)

<sup>137</sup> CNC (Mbata A.), 13/03/2024, [url](#)

<sup>138</sup> HRW, 11/01/2024, [url](#)

<sup>139</sup> OCHA, 06/03/2024, [url](#)

<sup>140</sup> OCHA, 06/03/2024, [url](#)

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Accès aux soins et à l'éducation

Dans son rapport mondial de 2024, HRW indique qu'en 2023 :

« Les écoles et les hôpitaux étaient toujours des cibles et ceux qui avaient été endommagés lors de combats précédents le sont restés. [...] plus d'un demi-million d'enfants âgés de 3 à 17 ans... ne sont pas scolarisés ou risquent de devoir quitter l'école en raison d'un manque criant d'enseignants qualifiés et d'installations scolaires inadéquates »<sup>141</sup>.

D'après le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 15 juin 2023, les syndicats et les travailleurs des secteurs de l'éducation et de la santé ont entamé une grève dans tout le pays en février 2023, afin d'obtenir de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés. Cette grève dans les soins de santé a notamment provoqué la mort d'une dizaine de patients<sup>142</sup>.

A l'initiative de Médecins sans frontières (MSF), les services de maternité et de néonatalogie du Centre hospitalier universitaire communautaire (CHUC) de Bangui ont fait l'objet d'une profonde rénovation en 2022, permettant ainsi de soigner les femmes enceintes et les nouveaux-nés qui en ont besoin. Cette nouvelle structure est venue renforcer l'offre de soins déjà dispensée au sein du Centre de santé urbain (CSU) de Castors, dans le troisième arrondissement de la capitale. MSF fournit également « un appui technique en soins maternels et infantiles de base » au sein des centres de santé de Bede combattant (huitième arrondissement), Gbaya Dombia (troisième arrondissement) et Boy Rabe (quatrième arrondissement)<sup>143</sup>.

Dans un article du 31 août 2023, MSF affirme que :

« Selon l'OMS [Organisation mondiale de la santé] et le ministère de la Santé, moins de la moitié des structures de soins sont considérées comme totalement fonctionnelles dans le pays, qui dispose de moins d'un médecin – 0,6 précisément – pour dix mille habitants. L'une des couvertures les plus faibles au monde. Des décennies d'instabilité politique et de violence entre groupes armés ont plongé le pays dans une situation humanitaire critique, et plus de la moitié des six millions de Centrafricains ont aujourd'hui besoin d'aide humanitaire. L'espérance de vie – 54 ans – est l'une des plus basses au monde, particulièrement pour les femmes enceintes et les enfants, qui ne peuvent compter que sur une quinzaine de gynécologues nationaux dans tout le pays et dont les taux de mortalité sont depuis des années parmi les plus dramatiques au monde.

Cette situation explique pourquoi la présence de MSF dans le pays est aussi cruciale et légitime. À Bangui et dans les provinces, environ 3 000 employés de MSF sont à pied d'œuvre pour appuyer les autorités sanitaires afin de renforcer l'accès aux soins sur tout le territoire »<sup>144</sup>.

Le 21 novembre 2023, CNC rapporte que des mercenaires du groupe Wagner, chassés des hôtels dans lesquels ils logeaient, notamment pour défaut de paiement, se sont appropriés des chambres à l'hôpital général de Bangui. C'est ainsi que les patients occupant deux étages ont été expulsés<sup>145</sup>.

S'agissant de la rentrée scolaire 2023-2024, les sources locales rapportent qu'elle a eu lieu en septembre 2023 dans la majorité des écoles de la capitale, même si des problèmes de matériel et

<sup>141</sup> HRW, 11/01/2024, [url](#)

<sup>142</sup> Nations unies – Conseil de sécurité, 15/06/2023, p. 2, [url](#)

<sup>143</sup> CNC, 09/08/2022, [url](#) ; MSF, 30/01/2023, [url](#)

<sup>144</sup> MSF, 31/08/2023, [url](#)

<sup>145</sup> CNC (Nzilo A.), 21/11/2023, [url](#)

d'infrastructures ont été notés<sup>146</sup>. En raison de ces difficultés, certaines écoles n'ont ouvert leurs portes qu'à partir du 2 octobre 2023<sup>147</sup>.

D'après une note d'information de la MINUSCA du 17 mai 2023, une école du troisième arrondissement de Bangui, l'école de Kina, a été réhabilitée, ce qui va permettre de « donner un cadre idéal d'étude aux enfants et favoriser le retour des déplacés dans leur quartier d'origine »<sup>148</sup>.

Le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH) - Centrafrique explique le manque d'enseignants dans un article du 15 novembre 2023 :

« Le pays fait face depuis plusieurs années à un manque cruel d'enseignants qualifiés pour relever les défis en matière d'enseignement. Le ratio enseignant-élève en République Centrafricaine est d'environ plus 60 élèves pour un enseignant. Dans les écoles publiques à Bangui, le constat est déplorable. [...] Le manque d'enseignants est le problème le plus rapporté dans les années qui suivent immédiatement en République Centrafricaine. Malgré la croissance du taux de la population parmi les élèves, le pays a connu une baisse significative des enseignants du primaire et du secondaire liée directement aux effets de l'instabilité [sic] »<sup>149</sup>.

## 8.2. Situation alimentaire

L'OCHA, dans son rapport de situation du 6 mars 2024, affirme que la RCA compte 41 % de la population « en situation d'insécurité alimentaire critique ». En 2024, ce sont les secteurs de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire, de la santé et de la protection, qui compteront « le plus grand nombre de personnes dans le besoin », soit entre 1,9 et 2,5 millions de personnes. Bangui fait partie des cinq préfectures comptabilisant le plus grand nombre de personnes dans le besoin (120.000). Le rapport précise toutefois que c'est l'insécurité présente en dehors des centres urbains qui a un impact sur l'accès de plusieurs millions de Centrafricains à la nourriture, à l'eau potable, à d'autres services de base comme les soins de santé. Le contexte humanitaire « s'est relativement amélioré » en 2023 en comparaison des cinq dernières années. Dans certaines régions du pays, particulièrement dans le sud-ouest et dans les grandes villes, des progrès ont été enregistrés<sup>150</sup>.

RFI rapporte en mars 2023 qu'une unité du Centre hospitalier universitaire pédiatrique de Bangui, avec le soutien d'Action contre la faim, prend en charge, sur le plan médical et psychologique, des enfants en danger de mort en raison d'une malnutrition sévère<sup>151</sup>. Les enfants malnutris peuvent de plus bénéficier d'un programme de rééducation au Centre de rééducation pour handicapés moteurs, dans le quatrième arrondissement de Bangui, et ce afin de réduire les conséquences de la malnutrition et amener ces enfants à être autonomes<sup>152</sup>.

Dans un article du 17 octobre 2023, la Banque mondiale affirme que l'insécurité alimentaire concerne près d'un Centrafricain sur deux et qu'une malnutrition aiguë sévère touche 300.000 enfants de moins de cinq ans. Au marché central de Bangui, « de nombreux acheteurs font part de leurs préoccupations et de leurs difficultés quotidiennes à mettre suffisamment de nourriture sur la table pour leurs familles, alors que les prix des denrées alimentaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois »<sup>153</sup>.

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC) - un ensemble d'outils permettant d'analyser et de classer la sévérité de

<sup>146</sup> Radio Ndeke Luka, 18/09/2023, [url](#)

<sup>147</sup> CNC, 02/10/2023, [url](#)

<sup>148</sup> MINUSCA, 17/05/2023, [url](#)

<sup>149</sup> RJDH - Centrafrique (Fandoma C.), 15/11/2023, [url](#)

<sup>150</sup> OCHA, 06/03/2024, [url](#)

<sup>151</sup> RFI, 22/03/2023, [url](#)

<sup>152</sup> RFI, 24/03/2023, [url](#)

<sup>153</sup> Banque mondiale, 17/10/2023, [url](#). Voir aussi : CNC (Vickos P.), 06/03/2024, [url](#)



l'insécurité alimentaire suivant des normes scientifiques internationales - décrit la situation à Bangui, pour la période allant de septembre 2023 à août 2024 :

« La situation alimentaire dans la ville de Bangui est marquée par une disponibilité en produits alimentaires assurée principalement par un approvisionnement par les préfectures de la Lobaye et de l'Ombella-Mpoko, et des importations régulières des produits manufacturés. Toutefois, les prix des produits alimentaires de base demeurent élevés. En août 2023, les prix du riz, de la viande, de l'arachide, le haricot et l'huile ont augmenté respectivement [de] 20 pourcents, 18 pourcents, 23 pourcents, 29 pour cent, 50 pourcents. En revanche, les prix du manioc et du maïs sont restés stables par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire à Bangui sont essentiellement liés à la présence de plus de 50 000 PDI, à l'Insécurité civile aux alentours de Bangui, à la hausse des prix de transport, à la hausse des prix du carburant et à la baisse du pouvoir d'achat des ménages dont les revenus s'amointrissent au fil du temps.

En période courante (septembre 2023 à mars 2024), le nombre de personnes en insécurité alimentaire élevée [...] est estimé à 81 000 personnes. En période projetée (avril-août 2024), une légère dégradation de la situation est attendue en lien avec la période de soudure, entraînant plus des personnes en insécurité alimentaire élevée [...]. Ainsi, il est projeté qu'environ 122 000 personnes seront en insécurité alimentaire aiguë d'avril à août 2024 »<sup>154</sup>.

Le 15 janvier 2024, a eu lieu une distribution d'eau potable aux populations du quartier Vara situé dans le cinquième arrondissement de Bangui. Cette opération a été menée par la MINUSCA, avec l'aide notamment des FSI<sup>155</sup>. Un article de CNC du 31 mars 2024 explique en effet que la capitale Bangui souffre « depuis des semaines » d'une pénurie en eau potable<sup>156</sup>.

Le dernier rapport du département d'État des États-Unis (United States Department of State, USDOS) sur la liberté religieuse publié en 2023 indique que selon la Coordination des organisations musulmanes de Centrafrique (COMUC), les coupures d'eau courante ont été plus fréquentes dans le quartier PK5, en comparaison des autres quartiers de la capitale. La COMUC explique cette situation par le fait que des ressources moindres ont été allouées à cette zone parce que la population y est musulmane<sup>157</sup>.

### 8.3. Services d'état civil

D'après la COMUC dont il est question dans le rapport précité du département d'État américain, de nombreux bâtiments publics situés dans les communautés musulmanes ont été détruits lors du conflit en 2013 et 2014. La destruction de registres officiels a eu pour conséquence l'absence d'actes de naissance pour de nombreux enfants musulmans, les empêchant notamment d'aller à l'école. Par ailleurs, les musulmans doivent parfois payer plus cher pour obtenir des documents d'identité et doivent produire plus de documents que les non-musulmans pour prouver leur citoyenneté et leur résidence<sup>158</sup>.

La note d'information trimestrielle de la MINUSCA, portant sur avril, mai et juin 2023, relève également :

« [...] une augmentation des discriminations subies par les populations peules et musulmanes, notamment en ce qui concerne l'obtention de documents d'identité à Bangui [...]. Les membres des communautés peules et musulmanes doivent souvent payer des frais plus élevés et présenter des

<sup>154</sup> IPC, 13/11/2023, p. 8, [url](#)

<sup>155</sup> MINUSCA, 17/01/2024, [url](#)

<sup>156</sup> CNC (Mbata A.), 30/03/2024, [url](#)

<sup>157</sup> USDOS, 15/05/2023, [url](#)

<sup>158</sup> USDOS, 15/05/2023, [url](#)

documents supplémentaires, tels que les actes de naissance de leurs parents, pour obtenir des cartes d'identité nationales »<sup>159</sup>.

---

<sup>159</sup> MINUSCA, 04-06/2023, p. 3, [url](#)

## Résumé

Alors que la situation sécuritaire reste instable en République centrafricaine (RCA), les groupes armés étant principalement présents le long des frontières du pays, les sources relèvent le « calme relatif » qui règne à Bangui. L'autorité et le contrôle de l'État sont surtout concentrés dans la capitale tandis que le gouvernement n'a que peu de pouvoir dans les autres régions du pays. L'International Crisis Group (ICG) pointe toutefois trois facteurs d'instabilité du pouvoir central dans la capitale, à savoir la dérive autoritaire du gouvernement dans ses tentatives de révision de la Constitution, la crise financière et les divisions au sein des forces de sécurité nationales, suite à des nominations ayant eu lieu sur base de critères ethniques au sein de la garde présidentielle.

Des patrouilles sont effectuées quotidiennement dans les artères de la capitale, notamment par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) et les Forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines, ce qui a eu pour effet de diminuer les crimes et délits. Ces opérations ont lieu pour la plupart dans les quartiers musulmans de la capitale du fait d'allégations de collusion avec des groupes armés.

D'après les données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) consultées pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 29 février 2024, les parties combattantes présentes à Bangui et impliquées dans des incidents sont la MINUSCA, le groupe Wagner, les Forces armées centrafricaines (FACA) et des groupes armés non identifiés. La plupart des unités des FACA opèrent sous le commandement du groupe russe Wagner, avec l'accord de l'entourage proche du président Touadéra qui bénéficie de la protection du groupe. Les opérations menées à Bangui sont contrôlées par la présidence alors que celles menées en dehors de la capitale sont dirigées par le groupe Wagner. Ce groupe, qui a commis de graves atteintes aux droits humains, a toujours la mainmise sur des mines à l'extérieur de Bangui, ainsi que sur certains points de contrôle routiers, ce qui complique les déplacements hors de la capitale.

L'ACLED a enregistré vingt-deux incidents et neuf morts à Bangui, pour la période concernée. Les attaques menées par diverses forces combattantes constituent la majorité des violences dirigées contre les civils. A cela s'ajoutent deux cas d'enlèvements, un affrontement armé et une explosion. Le Secrétaire général des Nations unies affirme que Bangui figure parmi les zones à priorité moyenne en ce qui concerne la protection des civils, c'est-à-dire que les menaces nécessitent une intervention énergique en prévention d'une escalade. Les incidents impliquant des travailleurs humanitaires sont au nombre de 24 en 2023 pour la sous-préfecture de Bangui, sur un total de 169 pour tout le pays.

Depuis mai 2023, le quartier Point kilométrique 5 (PK5) du troisième arrondissement de Bangui, à majorité musulmane, connaît une augmentation de l'insécurité, avec du racket, des enlèvements, des actes d'intimidation commis par le groupe Wagner, les FACA, des criminels et des anciens groupes d'auto-défense.

Pour la sous-préfecture de Bangui, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) relève plus de 25.000 personnes déplacées internes (PDI) et plus de 15.000 personnes rentrées chez elles (entre février 2023 et janvier 2024).

S'agissant de l'impact de la violence sur la vie quotidienne, la rentrée scolaire a pu avoir lieu en septembre 2023 dans la majorité des écoles de la capitale, même si des problèmes de matériel et d'infrastructures ont été notés. L'OCHA affirme que 41 % de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire critique. En 2024, ce sont les secteurs de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire, de la santé et de la protection, qui compteront le plus grand nombre de personnes dans le besoin. Bangui fait partie des cinq préfectures comptabilisant le plus grand nombre de ces personnes, même si la situation humanitaire s'est améliorée en 2023, en particulier dans les grandes villes et dans le sud-ouest du pays.

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

Agence France-press (AFP) via Le Temps, *Après la réélection du président centrafricain, l'opposition exige l'annulation du scrutin*, 06/01/2021, <https://www.letemps.ch/monde/afrique/apres-reelection-president-centrafricain-lopposition-exige-lannulation-scrutin> [consulté le 01/03/2024]

Amnesty International (AI), *République centrafricaine. Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires en République centrafricaine*, 12/02/2014, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR19/004/2014/fr/> [consulté le 11/04/2024]

Amnesty International (AI) (Diarra A., Banens A.), *Centrafrique : A l'aube de son second mandat, la Cour pénale spéciale accueille espoirs et frustrations*, 23/10/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/10/centrafrique-a-laube-de-son-second-mandat-la-cour-penale-speciale-accueille-espoirs-et-frustrations/> [consulté le 25/03/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acledd/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm\\_uploads/2023/06/ACLED\\_Codebook\\_2023.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf) [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED\\_Coding-Review-Process\\_v2\\_September-2020.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf) [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 12/03/2024, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 12/03/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology\\_2023.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf) [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]

Banque mondiale, *Mettre de la nourriture sur la table : Comment les Centrafricains réagissent à la crise alimentaire ?*, 17/10/2023, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2023/10/14/putting-food-on-the-table-how-are-central-africans-responding-to-the-food-crisis> [consulté le 05/04/2024]

BBC (Faye M.), *Attaques rebelles à Bangui: ce qu'il faut savoir*, 13/01/2021, <https://www.bbc.com/afrique/region-55647963> [consulté le 01/03/2024]

Bertelsmann Stiftung, *BTI 2024 Country Report - Central African Republic*, 19/03/2024, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2105825/country\\_report\\_2024\\_CAF.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2105825/country_report_2024_CAF.pdf) [consulté le 11/04/2024]

Centrafrique Check, *Faux, la ville de Bangui ne totalise présentement que 9 arrondissements et non 10*, 18/01/2022, <https://centrafriquecheck.org/centrafrique-afc-faux-la-ville-de-bangui-ne-totalise-presentement-que-9-arrondissements-et-non-10/> [consulté le 04/04/2024]

Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA), *COI Focus République centrafricaine (RCA). Situation sécuritaire*, 25/11/2021, [https://www.cgara.be/sites/default/files/rapporten/coi\\_focus\\_republique\\_centrafricaine\\_situation\\_securitaire\\_20211125.pdf](https://www.cgara.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_republique_centrafricaine_situation_securitaire_20211125.pdf) [consulté le 04/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Centrafrique : Entre couvre-feu à Bangui et désordre dans les villes de province, le chaos règne*, 10/07/2023, <https://corbeau-news-centrafrique.org/centrafrique-entre-couvre-feu-a-bangui-et-desordre-dans-les-villes-de-province-le-chaos-regne/#:~:text=Le%20dernier%20d%C3%A9cret%20pr%C3%A9sidentiel%2C%20dat%C3%A9,pour%20les%20villes%20de%20province> [consulté le 04/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *RCA : Bangui passe de 8 arrondissements à 10, et les préfectures de 16 à 20*, 11/12/2020, <https://corbeau-news-centrafrique.org/rca-bangui-passe-de-8-arrondissements-a-10-et-les-prefectures-de-16-a-20/> [consulté le 02/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Mbata A.), *À la prison du camp de Roux, 6 casques bleus sénégalais de la Minusca impliqués dans des actes de violence grave sur un jeune détenu de 20 ans*, 18/02/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/a-la-prison-du-camp-de-roux-6-casques-bleus-senegalais-de-la-minusca-impliques-dans-des-actes-de-violence-grave-sur-un-jeune-detenu-de-20-ans/> [consulté le 09/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Mbata A.), *Brutalité des soldats FACA au KM5 : quand un homme a été violemment assassiné en public*, 13/03/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/brutalite-des-soldats-faca-au-km5-quand-un-homme-violemment-assassine-en-public/> [consulté le 22/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Mbata A.), *La quête de l'eau à Bangui : Retour du phénomène des bidons jaunes*, 30/03/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/la-quete-de-leau-a-bangui-retour-du-phenomene-des-bidons-jaunes/> [consulté le 05/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Centrafrique : Le quartier KM5 et la montée inexorable de la criminalité*, 27/01/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/centrafrique-le-quartier-km5-et-la-montee-inexorable-de-la-criminalite/> [consulté le 25/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Centrafrique : Mahamat Hassan, 20 ans, brutalement assassiné à Bangui*, 22/05/2023, <https://corbeau-news-centrafrique.org/centrafrique-mahamat-hassan-20-ans-brutalement-assassine-a-bangui/> [consulté le 08/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Défi dans la nuit : les jeunes du Km5 tiennent la tête à Wagner dans un affrontement*, 17/01/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/defi-dans-la-nuit-les-jeunes-du-km5-tiennent-la-tete-a-wagner-dans-un-affrontement/> [consulté le 25/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *L'armée centrafricaine en pleine décadence : entre vol d'armes et humiliation publique*, 20/12/2023, <https://corbeau-news-centrafrique.org/larmee-centrafricaine-en-pleine-decadence-entre-vol-darmes-et-humiliation-publique/> [consulté le 08/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *La dérive tragique de Bangui : Quand les mercenaires du groupe Wagner chassent les malades et récupèrent des chambres dans des Hôpitaux*, 21/11/2023, <https://corbeau-news-centrafrique.org/la-derive-tragique-de-bangui-quand-les-mercenaires-du-groupe-wagner-recuperent-des-chambres-dans-des-hopitaux/> [consulté le 25/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Traque nocturne de Wagner : Enlèvement du jeune Mahmoud au cœur du Km5*, 07/02/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/traque-nocturne-de-wagner-enlevement-du-jeune-mammouth-au-coeur-du-km5/> [consulté le 22/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Urgence quartier Sara à Bangui : 10 Élèves Peul Enlevés par les Éléments FACA de BIT7*, 16/02/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/urgence-quartier-sara-a-bangui-10-eleveurs-peul-enlevés-par-les-elements-faca-de-bit7/> [consulté le 22/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Vickos P.), *Flambée des Prix des Denrées Alimentaires à Bangui : Les Centrafricains Sont Témoins*, 06/03/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/flambee-des-prix-des-denrees-alimentaires-a-bangui-les-centrafricains-sont-temoins/> [consulté le 05/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Centrafrique : Le MSF lance de nouveaux services de soins maternels et infantiles d'urgence au CHUC de Bangui*, 09/08/2022, <https://corbeau-news-centrafrique.org/centrafrique-msf-lance-nouveaux-services-soins-maternels-et-infantiles-durgence-chuc-bangui/> [consulté le 05/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *La rentrée scolaire 2023 – 2024 en République centrafricaine : Des défis persistants pour l'éducation*, 02/10/2023, <https://corbeau-news-centrafrique.org/la-rentree-scolaire-2023-2024-en-republique-centrafricaine-des-defis-persistants-pour-leducation/> [consulté le 05/04/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Présence renforcée des soldats FACA au KM5, la tension monte avec la population*, 12/03/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/presence-renforcee-des-soldats-faca-au-km5-la-tension-monte-avec-la-population/> [consulté le 22/03/2024]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Quartier Km5 à Bangui : les habitants en proie au chaos perpétuel*, 20/02/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/quartier-km5-les-habitants-en-proie-au-chaos-perpetuel/> [consulté le 22/03/2024]

- Corbeau News Centrafrique (CNC), *République centrafricaine : Wagner bloque le déploiement de Bancroft*, 22/02/2024, <https://corbeau-news-centrafrique.org/republique-centrafricaine-wagner-bloque-le-deploiement-de-bancroft/> [consulté le 22/03/2024]
- Deutsche Welle (DW), *Des soldats étrangers pour combattre les rebelles en RCA*, 15/01/2021, <https://www.dw.com/fr/des-soldats-%C3%A9trangers-pour-combattre-les-rebelles-en-rca/a-56242495> [consulté le 11/04/2024]
- Deutsche Welle (DW) (Koena J.-F.), *Centrafrique : bilan mitigé pour l'état d'urgence*, 09/08/2021, <https://www.dw.com/fr/centrafrique-etat-d-urgence-levee-insecurite-tracasseries/a-58802072> [consulté le 11/04/2024]
- Deutsche Welle (DW) (Koena J.-F.), *En Centrafrique, les commerçants sont excédés par Wagner*, 12/05/2023, <https://www.dw.com/fr/wagner-commerçants-pk5-bangui/a-65609685> [consulté le 26/03/2024]
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), *Grand Bangui Arrondissements (République centrafricaine) - CASAP - OCHA*, 07/03/2023, <https://data.apps.fao.org/?clean=True&noBanner=1&https%3A%2F%2Fdata.apps.fao.org%2Fcatalog%2Fterriais%2Fconfig%2Fenabled%2F1e265f7b-fb6b-49f9-8a86-a4a537243fa8.json=&lang=fr&share=f-12bdb4e9-a11e-4bf6-b901-6fc6b62f9bc7> [consulté le 18/04/2024]
- France 24, *Centrafrique : 44 rebelles tués dans une offensive des forces armées*, 25/01/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210125-centrafrique-44-rebelles-tue%3%A9s-dans-une-offensive-des-forces-arm%3%A9es> [consulté le 01/03/2024]
- France 24 (Dumay C.), *Pacification en Centrafrique : le Rwanda, pilier sécuritaire de Bangui* [video], 05/12/2023, <https://www.france24.com/fr/vid%3%A9o/20231205-pacification-en-centrafrique-le-rwanda-pilier-s%3%A9curitaire-de-bangui> [consulté le 11/04/2024]
- France 24, *En Centrafrique, les opposants du président Touadéra vivent sous la menace des arrestations*, 03/02/2024, <https://www.france24.com/fr/afrique/20240203-en-centrafrique-les-opposants-du-pr%3%A9sident-touad%3%A9ra-vivent-sous-la-menace-des-arrestations> [consulté le 25/03/2024]
- Human Rights Watch (HRW), *RCA : Les actes de violence des rebelles menacent les élections*, 23/12/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/12/23/rca-les-actes-de-violence-des-rebelles-menacent-les-elections> [consulté le 27/02/2024]
- Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Rétrécissement de l'espace civique*, 04/04/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/04/04/republique-centrafricaine-retrecissement-de-lespace-civique> [consulté le 07/03/2024]
- Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine. Événements de 2023*, 11/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/central-african-republic> [consulté le 07/03/2024]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Vircoulon T.), *Ecosystème des groupes armés en Centrafrique*, 04/2020, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_groupes\\_armes\\_rca\\_2020\\_1.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf) [consulté le 02/04/2024]
- Integrated Food Security Phase Classification (IPC), *Analyse de l'insécurité alimentaire aigüe. Septembre 2023 – août 2024*, 13/11/2023, [https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_CAR\\_Acute\\_Food\\_Insecurity\\_Sept2023\\_Aug2024\\_Report\\_French.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_CAR_Acute_Food_Insecurity_Sept2023_Aug2024_Report_French.pdf) [consulté le 05/04/2024]
- International Crisis Group (ICG), *Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès*, 18/06/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/central-afrique/central-african-republic/277-making-central-african-republics-latest-peace-agreement-stick> [consulté le 27/02/2024]
- International Crisis Group (ICG) (Picco E.), *Dix ans après le coup d'Etat, la République centrafricaine confrontée à une nouvelle crise majeure ?*, 28/03/2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/central-afrique/central-african-republic/dix-ans-apres-le-coup-detat-la-republique> [consulté le 08/03/2024]
- International Crisis Group (ICG), *Le rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine*, Briefing Afrique n° 191, 07/07/2023, <https://icg-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/2023-09/b191-rwanda-in-car-french.pdf> [consulté le 07/03/2024]

International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch*, 02/2024, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-trends-and-march-alerts-2024#central-african-republic> [consulté le 08/03/2024]

Jeune Afrique (Monteau F.), *En Centrafrique, le Rwanda ou l'assurance-vie de Touadéra*, 18/12/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1512817/politique/en-centrafrique-le-rwanda-ou-lassurance-vie-de-touadera/> [consulté le 21/03/2024]

Jeune Afrique (Mudge L.), *Projet de Constitution en Centrafrique, la démocratie menacée*, 29/07/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1468125/politique/projet-de-constitution-en-centrafrique-la-democratie-menacee/> [consulté le 21/03/2024]

Jeune Afrique (Naudé P.-F.), *Centrafrique : la Minusca prend officiellement le relais de la Misca*, 15/09/2014, <https://www.jeuneafrique.com/44540/politique/centrafrique-la-minusca-prend-officiellement-le-relais-de-la-misca/> [consulté le 27/02/2024]

Jeune Afrique (Olivier M.), *Centrafrique : François Bozizé quitte le KNK pour prendre la tête de la coalition rebelle*, 18/03/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1139602/politique/centrafrique-francois-bozize-quitte-le-knk-pour-prendre-la-tete-de-la-coalition-rebelle/> [consulté le 27/02/2024]

Jeune Afrique (Olivier M.), *Présidentielle en Centrafrique : Faustin-Archange Touadéra réélu dès le premier tour*, 04/01/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1097907/politique/presidentielle-en-centrafrique-faustin-archange-touadera-reelu-des-le-premier-tour/> [consulté le 01/03/2024]

Jeune Afrique (Pabandji P.), *Présidentielle en Centrafrique : la candidature de François Bozizé invalidée par la Cour constitutionnelle*, 03/12/2020, <https://www.jeuneafrique.com/1085482/politique/presidentielle-en-centrafrique-la-candidature-de-francois-bozize-invalidée-par-la-cour-constitutionnelle/> [consulté le 01/03/2024]

Jeune Afrique, *En Centrafrique, un référendum constitutionnel sans suspense ?*, 31/07/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1468761/politique/en-centrafrique-un-referendum-constitutionnel-sans-suspense/> [consulté le 21/03/2024]

Jeune Afrique, *Centrafrique : Bangui sous tension après l'offensive des rebelles*, 13/01/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1104525/politique/centrafrique-bangui-sous-tension-apres-loffensive-des-rebelles/> [consulté le 01/03/2024]

Jeune Afrique, *En Centrafrique, l'arrestation du député Dominique Yandocka crée un tollé*, 21/12/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1517794/politique/en-centrafrique-larrestation-du-depute-dominique-yandocka-cree-un-tolle/> [consulté le 21/03/2024]

Jeune Afrique, *Présidentielle en Centrafrique : l'opposition demande l'annulation du scrutin*, 30/12/2020, <https://www.jeuneafrique.com/1097865/politique/presidentielle-en-centrafrique-lopposition-demande-lannulation-du-scrutin/> [consulté le 01/03/2024]

Journal de Bangui (Tahingam P.), *RCA : le programme DDRR a permis de désarmer 4 884 ex-combattants*, 24/10/2023, <https://www.journaldebangui.com/rca-le-programme-ddrr-a-permis-de-desarmer-4-884-ex-combattants/> [consulté le 04/04/2024]

L'Express, *Centrafrique : l'élection de la nouvelle présidente de transition saluée par Hollande*, 20/01/2014, [https://www.lexpress.fr/monde/afrique/centrafrique-la-maire-de-bangui-elue-presidente-de-transition\\_1315739.html](https://www.lexpress.fr/monde/afrique/centrafrique-la-maire-de-bangui-elue-presidente-de-transition_1315739.html) [consulté le 27/02/2024]

Le Monde, *Centrafrique : le président Touadéra décrète un « cessez-le-feu unilatéral » avec les rebelles*, 15/10/2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/15/centrafrique-le-president-touadera-decrete-un-cessez-le-feu-unilateral-avec-les-rebelles\\_6098589\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/15/centrafrique-le-president-touadera-decrete-un-cessez-le-feu-unilateral-avec-les-rebelles_6098589_3212.html) [consulté le 11/04/2024]

Le Monde (Loubière T.), *Six clés pour comprendre le conflit en République centrafricaine*, 05/12/2013, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points\\_3526169\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points_3526169_3212.html) [consulté le 27/02/2024]

Le Monde (Valade C.), *Centrafrique : à Bangui, une journée de vote sans affluence mais sous haute sécurité*, 30/07/2023, [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/30/centrafrique-a-bangui-une-journee-de-vote-sans-affluence-mais-sous-haute-securite\\_6183921\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/30/centrafrique-a-bangui-une-journee-de-vote-sans-affluence-mais-sous-haute-securite_6183921_3210.html) [consulté le 26/03/2024]

Le Monde, *Centrafrique : début du référendum constitutionnel qui vise à permettre au président de briguer un troisième mandat*, 30/07/2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/30/centrafrique-debut-du-referendum-constitutionnel-qui-vise-a-permettre-au-president-de-briguer-un-troisieme-mandat\\_6183885\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/30/centrafrique-debut-du-referendum-constitutionnel-qui-vise-a-permettre-au-president-de-briguer-un-troisieme-mandat_6183885_3212.html) [consulté le 26/03/2024]

Lumni Enseignement (Gracieux C.), *Violents affrontements interconfessionnels en Centrafrique*, 10/06/2016, <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001824/violents-affrontements-interconfessionnels-en-centrafrique.html> [consulté le 27/02/2024]

Médecins sans frontières (MSF), *Naître en sécurité : Ouverture d'une nouvelle maternité en République centrafricaine*, 30/01/2023, <https://www.msf-azg.be/fr/news/na%C3%A9tre-en-s%C3%A9curit%C3%A9-ouverture-dune-nouvelle-maternit%C3%A9-en-r%C3%A9publique-centrafricaine> [consulté le 05/04/2024]

Médecins sans frontières (MSF), *Centrafrique : quand les structures de santé peinent à soigner leurs patients*, 31/08/2023, <https://www.msf.fr/actualites/centrafrique-quand-les-structures-de-sante-peinent-a-soigner-leurs-patients> [consulté le 11/04/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) (Nasangwe C.), *FSI - la Police MINUSCA : Patrouille conjointe pour sécuriser les populations et renforcer leur collaboration*, 11/02/2024, <https://minusca.unmissions.org/fsi-la-police-minusca%C2%A0-patrouille-conjointe-pour-s%C3%A9curiser-les-populations-et-renforcer-leur> [consulté le 25/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *La MINUSCA condamne la manipulation grave et dangereuse des propos de la représentante spéciale sur le dialogue et promet d'œuvrer toujours pour la paix en RCA*, 15/11/2023, <https://minusca.unmissions.org/la-minusca-condamne-la-manipulation-grave-et-dangereuse-des-propos-de-la-representante-speciale-sur> [consulté le 18/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *La MINUSCA contribue à la baisse des crimes et délits enregistrés sur le territoire centrafricain*, 08/02/2023, <https://minusca.unmissions.org/la-minusca-contribue-%C3%A0-la-baisse-des-crimes-et-d%C3%A9lits-enregistr%C3%A9s-sur-le-territoire-centrafricain> [consulté le 18/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *La Représentante spéciale sollicite des ressources supplémentaires afin de soutenir le progrès dans la réforme de secteur de sécurité*, 28/02/2024, <https://minusca.unmissions.org/la-repr%C3%A9sentante-sp%C3%A9ciale-sollicite-des-ressources-suppl%C3%A9mentaires-afin-de-soutenir-le-progr%C3%A8s-dans> [consulté le 18/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Le leadership de la MINUSCA salue la mémoire d'un Casque bleu victime d'un engin explosif dans le Nord-ouest de la Rca*, 17/01/2024, <https://minusca.unmissions.org/le-leadership-de-la-minusca-salue-la-memoire-d%E2%80%99un-casque-bleu-victime-dun-engin-explosif-dans-le-n> [consulté le 18/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Les casques bleus sécurisent l'acheminement de l'aide humanitaire au village de Nzakoundou*, 03/01/2024, <https://minusca.unmissions.org/les-casques-bleus-s%C3%A9curisent-l%E2%80%99acheminement-de-laide-humanitaire-au-village-de-nzakoundou> [consulté le 18/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Rapport mensuel : Situation des droits de l'homme*, 07/2023, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/ddh\\_-\\_rapport\\_mensuel\\_-\\_juillet\\_2023\\_-\\_fr.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/ddh_-_rapport_mensuel_-_juillet_2023_-_fr.pdf) [consulté le 04/04/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *L'exécution du nouveau mandat de la MINUSCA se fera en étroite collaboration avec le Gouvernement et les partenaires*, 22/11/2023, <https://minusca.unmissions.org/l%E2%80%99execution-du-nouveau-mandat-de-la-minusca-se-fera-en-%C3%A9troite-collaboration-avec-le-gouvernement-et> [consulté le 18/03/2024]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Droits de l'homme. Note d'information trimestrielle sur la République centrafricaine*, 04-06/2023, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/ddh\\_-\\_rapport\\_trimestriel\\_avril-juin\\_2023\\_fr.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/ddh_-_rapport_trimestriel_avril-juin_2023_fr.pdf) [consulté le 04/04/2024]



Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Les autorités préfectorales et la MINUSCA multiplient les efforts pour le rétablissement de la sécurité dans la Vakaga*, 17/05/2023, <https://minusca.unmissions.org/les-autorit%C3%A9s-pr%C3%A9fectorales-et-la-minusca-multiplient-les-efforts-pour-le-r%C3%A9tablissement-de-la> [consulté le 18/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 6 décembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2454 (2019)*, 14/12/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2019\\_930\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_930_F.pdf) [consulté le 27/02/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général*, 16/06/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2020\\_545\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2020_545_F.pdf) [consulté le 04/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général*, 16/02/2021, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2021\\_146\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2021_146_F.pdf) [consulté le 01/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général*, 16/06/2021, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2021\\_571\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2021_571_F.pdf) [consulté le 01/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général (S/2022/491)*, 16/06/2022, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/s\\_2022\\_491\\_fr.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/s_2022_491_fr.pdf) [consulté le 04/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général (S/2022/762)*, 13/10/2022, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_sg\\_french.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/rapport_sg_french.pdf) [consulté le 05/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général (S/2023/442)*, 15/06/2023, <https://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/2023/442&Lang=F> [consulté le 05/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général (S/2023/769)*, 16/10/2023, <https://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?OpenAgent&DS=S/2023/769&Lang=F> [consulté le 05/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général (S/2024/170)*, 15/02/2024, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/s\\_2024\\_170\\_french\\_1.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/s_2024_170_french_1.pdf) [consulté le 04/03/2024]

Nations unies - Conseil de sécurité, *République centrafricaine: le Conseil de sécurité reconduit pour un an l'embargo sur les armes avec une dérogation pour les forces de sécurité*, 27/07/2023, <https://press.un.org/fr/2023/cs15369.doc.htm> [consulté le 21/03/2024]

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *République centrafricaine : point de situation sécuritaire (avril 2021-septembre 2022)*, 04/01/2023, [https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra\\_flora/2301\\_caf\\_point\\_de\\_situation\\_securitaire\\_2021\\_2022\\_web.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2301_caf_point_de_situation_securitaire_2021_2022_web.pdf) [consulté le 04/03/2024]

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *République centrafricaine : Situation de la communauté musulmane de Bangui depuis 2021*, 26/09/2023, [https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra\\_flora/2309\\_rca\\_musulmans\\_a\\_banqui\\_159268\\_web.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2309_rca_musulmans_a_banqui_159268_web.pdf) [consulté le 09/04/2024]

Oubangui médias (Ngoulou F.), *La Centrafrique dispose désormais de 20 préfectures et de 84 sous-préfectures*, 11/12/2020, <https://oubanguimedias.com/2020/12/11/la-centrafrique-dispose-desormais-de-20-prefectures-et-de-84-sous-prefectures/> [consulté le 02/04/2024]

Perspective monde, *Démission du président centrafricain Michel Djotodia*, 10/01/2014, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1217> [consulté le 27/02/2024]

PopulationData.net, *Bangui – arrondissements*, 16/07/2016, [https://www.populationdata.net/cartes/banqui-\\_arrondissements/](https://www.populationdata.net/cartes/banqui-_arrondissements/) [consulté le 29/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *Bancroft : les autorités centrafricaines confirment un partenariat sécuritaire avec les États-Unis*, 24/12/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231224-bancroft-les-autorit%C3%A9s-centrafricaines-confirment-un-partenariat-s%C3%A9curitaire-avec-les-%C3%A9tats-unis> [consulté le 22/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique : le PK5, à nouveau symbole du vivre ensemble* [3/3], 03/12/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20231202-centrafrique-le-pk5-%C3%A0-nouveau-symbole-du-vivre-ensemble-3-3> [consulté le 19/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique : les habitants du PK5 se souviennent de la guerre* [2/3], 02/12/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20231201-centrafrique-les-habitants-du-pk5-se-souviennent-de-la-guerre-2-3> [consulté le 19/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique : officiels et militaires cibles d'exactions des paramilitaires russes dit un expert de l'ONU*, 21/02/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230221-centrafrique-officiels-et-militaires-cibles-d-exactions-des-paramilitaires-russes-dit-un-expert-de-l-onu> [consulté le 19/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *La prise en charge médicale des enfants malnutris en Centrafrique* [1/2], 22/03/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20230321-la-prise-en-charge-m%C3%A9dicale-des-enfants-malnutris-en-centrafrique-1-2> [consulté le 19/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *La rééducation des enfants malnutris en Centrafrique* [2/2], 24/03/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20230323-la-r%C3%A9%C3%A9ducation-des-enfants-malnutris-en-centrafrique-2-2> [consulté le 19/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *Le rapprochement entre les États-Unis et la Centrafrique est-il contrarié?*, 01/12/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231201-le-rapprochement-entre-les-%C3%A9tats-unis-et-la-centrafrique-est-il-contrari%C3%A9> [consulté le 19/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *RCA : lancement du programme de désarmement DDR à Paoua, dans le nord-ouest*, 17/12/2018, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181217-rca-ddr-lancement-paoua-minusca> [consulté le 04/03/2024]

Radio France internationale (RFI), *RCA : le gouvernement et 14 groupes armés paraphent l'accord de paix de Khartoum*, 05/02/2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190205-rca-accord-paix-paraphe-khartoum-groupes-armes-gouvernement> [consulté le 27/02/2024]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : certains quartiers de Bangui retrouvent progressivement leur ambiance d'avant la crise de 2013*, 07/12/2023, <https://www.radiodekeluka.org/61074-centrafrique-certains-quartiers-de-bangui-retrouvent-progressivement-leur-ambiance-davant-la-crise-de-2013> [consulté le 21/03/2024]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : la rentrée scolaire 2023-2024 effective dans plusieurs écoles de Bangui*, 18/09/2023, <https://www.radiodekeluka.org/41112-centrafrique-la-rentree-scolaire-2023-2024-effective-dans-plusieurs-ecoles-de-bangui> [consulté le 05/04/2024]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : les stations-service Total de Bimbo et Pétévo visées par des attaques à la grenade*, 06/02/2023, <https://www.radiodekeluka.org/39958-centrafrique-les-stations-service-total-de-bimbo-et-petevo-visees-par-des-attaques-a-la-grenade> [consulté le 29/03/2024]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : un civil violemment tabassé par des éléments de la garde présidentielle*, 15/06/2023, <https://www.radiodekeluka.org/40619-centrafrique-un-civil-violemment-tabasse-par-des-elements-de-la-garde-presidentielle> [consulté le 08/04/2024]

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH)-Centrafrique (Fandoma C.), *Centrafrique : Le manque d'enseignants qualifiés dans des établissements publics du pays, un défi après la rentrée scolaire*, 15/11/2023, <https://www.rjdhrca.org/centrafrique-le-manque-denseignant-qualifies-dans-des-etablissements-publics-du-pays-un-defi-apres-la-rentree-scolaire/> [consulté le 05/04/2024]

The New Humanitarian (Lechner J., Ingasso V.), *Wagner woes and a rebel crackdown: A briefing on the Central African Republic's shifting conflict*, 07/09/2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2023/09/07/wagner-woes-and-rebel-crackdown-briefing-central-african-republics-shifting> [consulté le 11/03/2024]

The Sentry, *About The Sentry*, 2024, <https://thesentry.org/about/> [consulté le 11/03/2024]

The Sentry, *Architectes de terreur. Comment le Groupe Wagner renforce son emprise sur l'État en République centrafricaine*, 06/2023, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2023/06/Architectes-terreur-TheSentry.pdf> [consulté le 11/03/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Central African Republic. Rapport de situation*, 06/03/2024, <https://reports.unocha.org/fr/country/car/> [consulté le 12/03/2024]

United Nations Peacekeeping, *MINUSCA Fact Sheet*, 11/04/2024, <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusca> [consulté le 11/04/2024]

United States Department of State (USDOS), *2022 Report on International Religious Freedom : Central African Republic*, 15/05/2023, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/central-african-republic/> [consulté le 09/04/2024]

Voice of America (VOA) (Talani N.), Agence France-press (AFP), *Des soldats rwandais et russes déployés en Centrafrique*, 21/12/2020, <https://www.voaafrique.com/a/la-centrafrique-renforc%C3%A9e-par-des-troupes-rwandaises-et-russes-%C3%A0-six-jours-du-scrutin/5707377.html> [consulté le 11/04/2024]

Xinhua, *Centrafrique : l'ONU et ses partenaires saluent la proclamation des résultats définitifs du scrutin présidentiel*, 05/03/2016, [http://french.china.org.cn/china/txt/2016-03/05/content\\_37943122.htm](http://french.china.org.cn/china/txt/2016-03/05/content_37943122.htm) [consulté le 27/02/2024]